Le projet “Law-Train”

**Un partenariat avec la police israélienne est
indéfendable**

BACBI-Dossier Nr 2

Herman De Ley

2017

Sommaire

Prologue : p. 3

1. « *Law-Train* » et le droit international : p. 4

2. Le « *contrôle éthique* » de « *Law-Train* » : p. 9

3. « *Bar-Ilan is all security* » : p. 15

4. Arrestation et détention : p. 22

5. Régime carcéral et interrogatoire : p. 35

Conclusions : p. 43

Associations de droits de l'homme : Rapports : p. 45

Conventions internationales : p. 50

Contact: herman.deley@ugent.be

Version en anglais : http://www.bacbi.be/pdf/lawtraindossier_EN.pdf

Version en néerlandais :

http://www.bacbi.be/pdf/lawtraindossier_NL.pdf

Prologue

Dans le cadre de l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël,¹ les institutions et entreprises israéliennes bénéficient d'un accès privilégié aux programmes pluriannuels européens de recherche et d'innovation. Le programme en cours, « *Horizon 2020* », budgétise des projets pour un montant total de presque 80 milliards d'euros. Israël a bien pris conscience des avantages énormes qu'il tire de cette coopération portant sur de longues années.²

Le projet « *Law-Train* » constitue l'un des projets dans lesquels des institutions et entreprises européennes collaborent avec des homologues israéliens.³ Il est coordonné par l'Université Bar-Ilan, avec la collaboration du Ministère israélien de la Sécurité Publique et de la Police nationale.⁴ Parmi les partenaires européens, en sus de quelques entreprises privées, nous trouvons aussi le Ministère espagnol de l'Intérieur / la Guardia Civil et le Ministère portugais de la Justice / la Police portugaise. Les autorités portugaises ont toutefois fait savoir fin août qu'elles se retiraient du projet.⁵ Du côté belge, y prennent part : le Service public fédéral de la Justice / le Procureur Fédéral, de même que, en tant que seule université européenne, la Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven).⁶ Le projet vise au développement de « *méthodes d'interrogatoire transculturel et de modules de formation*

1 L'accord a été signé à Bruxelles le 20 novembre 1995 et est entré en vigueur le 1^{er} juin 2000 : https://en.wikipedia.org/wiki/Israel%E2%80%93European_Union_relations .

2 La *managing director* nouvellement désignée de l'Israel-Europe R&D Directorate (ISERD), Nili Shalev, déclarait le 14 octobre 2016 : « *La participation d'Israël aux programmes européens de R&D portant sur plusieurs années a rapporté d'énormes bénéfices aux organisations industrielles, académiques et autres d'Israël qui y ont participé.* » Voir : <http://horizon2020projects.com/pr-knowledge-innovation/israel-europe-rd-appoints-new-head/>. Israël participe à 310 accords signés impliquant 369 de participations, pour un total de €203,875 millions.

3 Référence du projet : 653587 ; description : « *Environnement de réalité mixte pour équipes en formation sur simulateur d'entraînement associant interrogatoire d'enquête et interrogatoire de renseignement.* » Consulté le 1^{er} septembre 2016 via http://cordis.europa.eu/project/rcn/194874_en.html Son budget total dépasse les 5 millions d'euros.

4 Un autre partenaire est l'entreprise israélienne *Compedia Software & Hardware Development Ltd.* Elle a été incorporée en raison de son expérience dans le développement de plateformes d'entraînement et de « *serious games* ». Le financement total des partenaires israéliens s'élève à € 2 374 062.

5 « *Portugal pulls out of law enforcement project led by Israeli university* » (Le Portugal se retire du projet d'application de la loi dirigé par une université israélienne) (25 août 2016, Jewish Telegraphic Agency). Consulté le 27 août 2016 via <http://www.jta.org/2016/08/25/news-opinion/israel-middle-east/portugal-pulls-out-of-law-enforcement-project-led-by-israeli-university>.

6 Pour la liste complète des partenaires, voir: <http://www.law-train.eu/partners/>, consulté le 1^{er} septembre 2016. Pour le site Internet du projet, voir : <http://www.law-train.eu/> (consulté le 8 septembre 2016).

s'appuyant sur la recherche multiculturelle en criminologie » ; au bénéfice de la formation des policiers, un « *système d'interrogatoire virtuel* » sera développé.⁷

Avec le présent dossier, nous voulons attirer l'attention sur le contexte élargi au sein duquel il convient d'évaluer ce projet européen qui est coordonné par Israël. Ce contexte recouvre de nombreuses années de violations par Israël du droit international et des droits de l'homme. Les services de police et de sécurité israéliens, associés sous la responsabilité politique du Ministère de la Sécurité Publique, jouent un rôle prépondérant dans ce système d'oppression et d'apartheid. Dans les chapitres 4 et 5 nous nous concentrerons sur ce que cela signifie concrètement dans la routine policière, un quotidien fait de répression, d'arrestation, d'incarcération et d'interrogatoire, au détriment de la population palestinienne.

PS 1 : En vue de la rédaction de ce dossier nous avons fait appel au dossier succinct mais excellent rédigé par *Stop the Wall* : « *LAWTRAIN: European license for Israeli torture* » (Law-Train : Torture israélienne sous licence européenne).⁸

PS 2 : Pour les adresses Internet des rapports des organisations de droits de l'homme qui ont été consultés, ainsi que celles de nombre de conventions internationales, le lecteur est prié de consulter les listes qui figurent à la fin du présent dossier.

PS 3 : Pour les références citées dans les notes et listes en fin de dossier, nous avons mentionné la date de consultation. Font exception : les articles publiés dès 2016.

1. « *Law-Train* » et le droit international

La Police nationale israélienne, partenaire dans le projet « *Law-Train* », a son Quartier général en Jérusalem-Est, tout près du quartier *Sheikh Jarrah*.⁹ Chargé entre autres de l'entraînement, l'équipe des officiers participants y effectue des tâches telles que celles prévues dans le cadre du projet. Or, annexée par Israël après la guerre des Six-Jours en 1967, et soumise à une politique de « *judaisation* » systématique (avec ce que cela implique en matière p.ex. d'expropriations et destructions de maisons de familles palestiniennes au

7 C'est ce qu'on peut lire sur le site Internet du projet, voir : <http://www.law-train.eu/> (consulté le 8 septembre 2016). Voir également : http://cordis.europa.eu/project/rcn/194874_en.html (consulté le 1^{er} septembre 2016). Voir également le résumé de l'entretien avec la coordinatrice : <http://www.law-train.eu/zeitungsinterview-sarit-kraus/> (consulté le 20 septembre 2016).

8 *Stop the Wall* (voir la liste à la fin). Nous avons pu profiter aussi du dossier rédigé par le groupe d'action « *Leuvense Actiegroep Palestina* » (LAP), voir la liste.

9 Le complexe administratif israélien porte le nom de « *Kiryat Menachem Begin* ». Voir Wikipedia, https://en.wikipedia.org/wiki/National_Headquarters_of_the_Israel_Police. Sur la même page nous lisons : « *The Ministry of Public Security building was later built next to the police headquarters* » (le bâtiment du Ministère de la Sécurité Publique a été bâti après à côté du quartier général de la police)...

bénéfice de colonies et colons juifs),¹⁰ selon le droit international Jérusalem-Est fait partie des Territoires Palestiniens Occupés. Ne possédant pas de droits civiques et tout en étant traités d'immigrants dans leur propre ville, les Palestiniens y (sur)vivent sous la botte des gendarmes de la Police Frontalière israélienne. Comme la Quatrième Convention de Genève y est d'application, toute implantation sur place par l'occupant de sa propre population est illégale.¹¹ De même, la collaboration diplomatique de pays tiers sous la forme d'ambassades etc. avec les entités que l'État hébreu en conformité avec sa politique colonisatrice a implantées en territoire occupé, constitue une infraction grave à ce même droit international. Cela a été confirmé par maintes résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU.¹² Tout récemment, après plus de vingt ans, par la Résolution 2334.¹³

Ces principes fondamentaux, pourtant, n'ont été respectés que de façon partielle par la Commission européenne dans ses « *Lignes directrices* » de 2013 (publiées le 19 juillet 2013).¹⁴ Les règles ont été préparées en prévision de l'implication d'Israël dans Horizon

10 « *Dans l'intention de modifier le statut de Jérusalem-Est en contravention de la Résolution 478 du Conseil de Sécurité de l'ONU et de l'Article 64 de la IV Convention de Genève, Israël a établi des institutions publiques du côté oriental de la Ligne Verte. La résidence d'étudiants de l'Université Hébraïque, les bureaux centraux du Ministère israélien de la Justice sur la rue Salah Addin et le siège de la police nationale israélienne situé dans le quartier de Sheikh Jarrah constituent des exemples flagrants de cette politique coloniale* » (Coordination Européenne de Comités et Associations pour la Palestine, septembre 2014), via http://www.eccpalestine.org/wp-content/uploads/2014/10/triptych1_fr4web.pdf (consulté le 9 novembre 2016). Voir maintenant : Yotam Berger, "Israel Pushes Plans for Hundreds of New Houses in Continuous East Jerusalem Neighborhood" (Israël pousse des plans pour de centaines de maisons neuves dans un quartier continu de Jérusalem-Est) (Haaretz, Dec 8, 2016), via <http://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.757662> .

11 4^e Convention de Genève, Art. 49 par. 6: « *La Puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle.* » Voir entre autres l'avis de la Cour internationale de justice (juillet 2004) concernant le Mur (à propos de l'applicabilité de la 4^e Convention à l'occupation israélienne, voir dans ce même document les par. 95-97). Maintenant aussi confirmé par la Résolution 2334 du Conseil de Sécurité.

12 P.ex. la Résolution 465: "*toutes les mesures par Israël dans le but de changer le caractère physique, la composition, la structure institutionnelle ou le statut des territoires palestiniens... occupés depuis 1967, Jérusalem y incluse, ou de quelque partie, manque toute validité légale... La politique et son exécution par Israël de transférer une partie de sa population et de nouveaux immigrants dans ces territoires, constituent une violation flagrante de la 4^{ème} Convention de Genève* ». Aussi la Résolution 478 : le Conseil « *appelle les États ayant établi en Jérusalem des missions diplomatiques à retirer telles missions de la Cité Sacrée* ». Pour une liste de toutes les résolutions relatives à Israël d'entre 1948 et 2006, voir ici : <http://www.cie.ugent.be/Palestina/palestina274.htm> (consulté le 27 novembre 2016).

13 Adopté par le Conseil à sa 7853^{ème} réunion du 23 décembre 2016, via <http://www.un.org/webcast/pdfs/SRES2334-2016.pdf> . Pour une liste des résolutions de l'ONU non respectées par Israël, voir Le Monde Diplomatique (février 2009), via <https://www.monde-diplomatique.fr/2009/02/A/16775> .

14 « *Lignes directrices relatives à l'éligibilité des entités israéliennes établies dans les territoires occupés par Israël depuis juin 1967 et des activités qu'elles y déploient aux subventions, prix*

2020. En ce qui concerne, d'abord, les conditions pour qu'une entité israélienne puisse être prise en considération en vue de sa participation aux « *instruments financiers financés par l'UE* », la condition formulée dans l'article 12 (b) – notamment qu'elle poursuive ses activités à l'intérieur des frontières israéliennes d'avant 1967 (la « *Ligne Verte* ») – ne pose pas de problèmes. Ce n'est pas le cas, hélas, avec la condition en ce qui concerne son *lieu d'implantation*. Dans l'article 9 (b), d'abord, nous lisons qu'il faut qu'elle soit *établie à l'intérieur* de la Ligne Verte.¹⁵ Cependant, dans l'article 11 (b) qui suit, il est déclaré, sans motivation juridique, que les conditions « *ne s'appliquent pas aux autorités israéliennes publiques au niveau national (ministères, agences ou autorités gouvernementales)* ».

Il s'agit clairement d'une exemption bureaucratique au bénéfice d'un occupant colonial à l'égard de l'établissement de ses propres administrations civiles en territoire occupé. Sa reconnaissance, en fait, implique que l'on accepte la proclamation par les autorités israéliennes que Jérusalem « *indivisible* » soit la « *capitale éternelle* » du peuple Juif – une revendication qui, elle, n'est pas acceptée par l'UE mais qui est aussi contraire à maintes résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU.¹⁶ Il est vrai que la Convention de Genève dans son Article 64 donne permission à « *l'administration occupante* » d'installer en territoire occupé des « *provisions* » et « *établissements* », mais ceux-ci sont au service de l'administration (et la sécurité) du territoire occupé. Dans le cas, cependant, des ministères etc. établis par l'État d'Israël en Jérusalem-Est, il s'agit de l'administration de son *propre* territoire national, c'est-à-dire à l'intérieur de la Ligne Verte. Par conséquent, c'est précisément le caractère *national* des entités administratives israéliennes en Jérusalem-Est qui du point de vue du droit international les rend illégales.¹⁷

et instruments financiers financés par l'UE à partir de 2014 », via <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:C:2013:205:FULL&from=FR> (consulté le 8 novembre 2016). Ces règles exigent que tout accord ou contrat signé par un pays européen avec Israël inclue une clause déclarant que les colonies ne font pas partie de l'État d'Israël et par conséquent ne font pas partie de l'accord.

15 « *Dans le cas d'instruments financiers, seules les entités israéliennes dont le lieu d'établissement est situé à l'intérieur des frontières d'Israël d'avant 1967 seront considérées comme éligibles en leur qualité de bénéficiaires finals.* »

16 P.ex. la Résolution 465: « *toutes les mesures par Israël dans le but de changer le caractère physique, la composition, la structure institutionnelle ou le statut des territoires palestiniens... occupés depuis 1967, Jérusalem y incluse, ou de quelque partie, manque toute validité légale... La politique et son exécution par Israël de transférer une partie de sa population et de nouveaux immigrants dans ces territoires, constituent une violation flagrante de la 4^{ème} Convention de Genève* ». Aussi la Résolution 478 : le Conseil « *appelle les États ayant établi en Jérusalem des missions diplomatiques à retirer telles missions de la Cité Sacrée* ». Pour une liste de toutes les résolutions relatives à Israël d'entre 1948 et 2006, voir ici : <http://www.cie.ugent.be/Palestina/palestina274.htm> (consulté le 27 novembre 2016).

17 « *La Puissance occupante pourra toutefois soumettre la population du territoire occupé à des dispositions qui sont indispensables pour lui permettre de remplir ses obligations découlant de la présente Convention, et d'assurer l'administration régulière du territoire ainsi que la sécurité soit de la Puissance occupante, soit des membres et des biens des forces ou de l'administration d'occupation ainsi que des établissements et des lignes de communications utilisés par elle* ».

L'impression qu'il s'agit d'un subterfuge bureaucratique de la part de la Commission est confirmée par un document du 24 juillet 2013. La note d'information a été rédigée par le Collège des Commissaires à l'attention de Mme Catherine Ashton (alors chef de la politique étrangère de l'UE), en préparation de la signature avec Israël de sa participation à Horizon 2020.¹⁸ Ce qui est remarquable c'est que le document, dans le but proclamé « *d'assurer que seules des entités et activités à l'intérieur des frontières israéliennes d'avant 1967 soient éligibles au soutien de l'UE* », tout d'abord affirme formellement deux conditions relatives aux « *instruments UE de subvention* » :

- (i) « *lieu d'implantation à l'intérieur de la Ligne Verte;*
- (ii) *activités dans le cadre de projets financés par l'UE à l'intérieur de la Ligne Verte* ».

Pourtant, de façon tout à fait contradictoire et, disons-le, hypocrite¹⁹, il est remarqué à la page suivante du même document :

« Les Lignes directrices n'empêcheront pas la signature d'accords avec des ministères et agences gouvernementales israéliens dont le quartier général se trouve en Jérusalem-Est. Cela signifie que le ministre de la Science et de la Technologie sera en état de signer l'accord relatif à l'association d'Israël au programme 'Horizon 2020' malgré le fait que son ministère se situe au-delà de la Ligne Verte ».

Le document, de telle manière, nous confirme que l'échappatoire bureaucratique a été insérée spécifiquement afin de permettre Israël et l'Union de signer l'accord d'association. Un obstacle, en effet, qu'il fallait éliminer, était le lieu d'implantation du Ministère de la Science et de la Technologie²⁰ (ministère faisant partie du Directorat Israël—Europe de R&D, l'organisme qui coordonne la participation d'Israël dans Horizon 2020). En effet, tout comme d'autres services publics israéliens, le ministère – qui se donne comme mission de « *placer Israël comme une puissance dirigeante en matière de la science et la technologie* » - a son siège dans le même quartier jérusalemitien que la Police nationale : tout

18 Voir le document du Collège des Commissaires du 24 juillet 2013 (en anglais), à la page 2, référant à « *la position de principe* » de l'UE. Le document, obtenu par David Cronin grâce aux règles de liberté d'information de l'UE, est reproduit dans son article tout récent, « *Comment l'UE s'est secrètement associé à un Ministère israélien dans Jérusalem-Est* » (AURDIP, 26 novembre, 2016), via <http://www.aurdip.org/comment-l-ue-s-est-secretement.html?lang=fr> .

19 Voir art. 16 (a), n. 3: dans le cas qu'il s'agit de prix etc. décernés à des autorités publiques nationales, il est recommandé d'ouvrir une adresse postale à l'intérieur de la Ligne Verte...

20 Site Internet du Ministère de la Science, de la Technologie et de l'Espace : <http://most.gov.il/English/about/Pages/default1.aspx> (consulté le 1 décembre 2016) : « *La recherche scientifique et technologique est à la base de la croissance économique constante et elle positionne Israël dans le monde comme un pays technologiquement avancé et un leader en matière de science et de recherche.* »

près du quartier « *Sheikh Jarrah* », où plusieurs maisons de Jérusalemiens palestiniens ont déjà été expropriées, voire démolies, au bénéfice de l'implantation de colonies Juives.²¹

Un accord formel,²² établissant les termes²³ de l'implication d'Israël dans le programme Horizon 2020, a été signé en 2014 conjointement Yaakov Perry, alors Ministre de la Science d'Israël, et Mme Ashton (ou son représentant). L'acte diplomatique a eu lieu non pas à Tel Aviv, la capitale d'Israël reconnue par l'UE, mais en Territoire Palestinien Occupé. Il apparaît, donc, que la participation israélienne non seulement au projet « *Law-Train* » mais aussi au programme Horizon 2020 *tout entier* est viciée et doit être mise en cause d'un point de vue juridique.

En conclusion, il nous faut constater que la politique de la Commission européenne vis-à-vis d'Israël, non seulement en général, mais aussi spécifiquement en termes de collaboration scientifique, fait preuve d'incohérence ou peut-être plus encore, de duplicité. Le grand respect professé du droit international est en effet interprété de manière très « *flexible* » dans la pratique à l'égard de l'État d'Israël. Cela a été confirmé explicitement par Mme Maire Geoghegan-Quinn, alors Commissaire chargée de la recherche, dans une lettre adressée à un membre du Parlement européen (du 18 novembre 2013):²⁴

«Les deux parties sont conscientes de la nécessité de trouver des moyens flexibles de mettre en œuvre les lignes directrices.» (Cette souplesse était nécessaire, a-t-elle soutenu) *«pour assurer le plein respect de la politique de l'Union à l'égard des*

21 Fait d'actualité déc 30: Les habitants du quartier Sheikh Jarrah continuent leurs gardes de nuit dans le quartier en protestant contre les expulsions violentes de leurs maisons, la saisie du quartier par les colonistes et la judaïsation de Jérusalem-Est. (Gush Shalom). Le 24 janvier 2017 : avec l'installation de Donald Trump, Netanyahu vient de relâcher les restrictions quant à la construction de nouvelles colonies en Jérusalem-Est, voir : « *Plans could advance for over 10,000 new settlement homes in East Jerusalem* » (Les plans pourraient avancer pour plus de 10 000 nouvelles maisons coloniales à Jérusalem-Est) (MEMO, Jan 24, 2017), via <https://www.middleeastmonitor.com/20170124-plans-could-advance-for-over-10000-new-settlement-homes-in-east-jerusalem/> .

22 « *Agreement between the European Union and the State of Israel on the participation of the State of Israel in the Union programme 'Horizon 2020'* » (Accord entre l'UE et l'État d'Israël relative à la participation de l'État d'Israël au programme de l'Union "Horizon 2020"), via [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:22014A0617\(01\)&from=EN](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:22014A0617(01)&from=EN) (consulté le 4 décembre 2016).

23 Il faut remarquer que l'article 6.1 de l'accord stipule : « *In accordance with EU policy, this agreement shall not apply to the geographic areas that came under the administration of the State of Israel after 5 June 1967* » (Conforme à la politique de l'UE, cet accord ne s'applique pas aux territoires géographiques qui tombent sous l'administration de l'État d'Israël depuis le 5 juin 1967).

24 David Cronin, "Revealed: EU science chief promised to be "flexible" towards Israel's war crimes" (Révélé: le chef de la science de l'UE a promis d'être "flexible" envers les crimes de guerre d'Israël) (The Internet Intifada, 15 Oct 2014), via <https://electronicintifada.net/blogs/david-cronin/revealed-eu-science-chief-promised-be-flexible-towards-israels-war-crimes> . L'article offre une photocopie de la lettre.

territoires occupés par Israël, tout en ne dissuadant pas l'association d'Israël aux programmes de l'UE."

L'exception curieuse dans les «*lignes directrices*» en ce qui concerne l'emplacement des organismes israéliens de caractère nationales, annonçait déjà une telle approche "*flexible*".

2. Le « *contrôle éthique* » de « *Law-Train* »

Le projet « *Law-Train* » vise, comme nous l'avons dit, l'optimisation des techniques d'interrogatoire dans un contexte international et transculturel. L'utilisation d'un « *suspect virtuel* » dans la formation et l'entraînement des policiers, doit assurer « *l'amélioration des compétences d'interrogatoire* » et remédier davantage à un manque de « *familiarité avec des cultures, législations et méthodes différentes* ». Le projet, nous dit-on, s'inscrit dans la lutte contre la criminalité internationale.

1. D'un point de vue qui se limite strictement aux objectifs et méthodes de recherche professés, il n'y a pas de doute que « *Law-Train* » est un projet éthiquement en ordre. Cela a été confirmé dans le processus de la « *Procédure d'approbation sur le plan de l'éthique* » organisée par la Commission européenne, une procédure à laquelle chaque projet financé dans le cadre du programme Horizon 2020 est soumis.²⁵ Il s'agit d'« *assurer* » qu'en addition à l'évaluation scientifique qui, elle, est axée sur les mérites scientifiques, « *toutes les activités de recherche soient menées en correspondance avec des principes éthiques fondamentaux* ». La « *Procédure d'évaluation éthique* » y joue un rôle central :

« La Procédure d'évaluation éthique se concentre sur la conformité avec les règles et normes éthiques, la législation européenne importante, les conventions et déclarations internationales, les autorisations nationales et homologations éthiques, la proportionnalité des méthodes de recherche et la connaissance de la part des candidats des aspects éthiques et de l'impact social de la recherche envisagée ».

Une fois que les activités de recherche sont implémentées, un « *Jugement éthique* » est rendu. En ce qui concerne « *Law-Train* », il a eu lieu le 26 octobre 2016. Sur le site Internet du projet, à la page des « *Questions éthiques* », nous sommes informés qu'il a obtenu « *le meilleur résultat possible : de bonne à excellente conformité avec les directives éthiques de H2020* ».²⁶ À la même page, sa conformité avec ces directives a été détaillée par moyen

25 Voir le document « *Ethics Review Procedure applied to Law-Train by the European Commission* » (Procédure d'évaluation éthique appliquée à Law-Train par la Commission européenne), via http://www.bacbi.be/pdf/ethics_review_EC.pdf.

26 Voir: <http://www.law-train.eu/ethical-guidelines/>.

d'une liste des « règles d'or » de la Commission européenne, liste subdivisée sous deux catégories : l' « *Éthique de la recherche* » et l' « *Éthique du contenu* ». ²⁷

2. Évidemment, avec l'achèvement éventuel des activités de recherche le rôle de « *Law-Train* » ne sera pas terminé : ses résultats seront appliqués d'une manière ou d'une autre dans « *le monde réel* ». À ce moment-là les « *H2020 directives éthiques* » ne seront plus en état d' « *assurer* » que les méthodes pratiquées d'interrogatoire « *transculturel* » restent en fait conformes à « *la législation européenne, les conventions et déclarations internationales* ». Cela dépendra, tout au contraire, du *contexte* éthique et légal, c'est-à-dire politique, réel dans lequel ses résultats seront effectivement mis en pratique.

En ce qui concerne les participants européens au programme Horizon 2020, le cadre éthique et légal général sera celui de la législation européenne. De force impérative, donc, sera la « *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne* », de 2000. ²⁸ Cette charte, dans son article 4, stipule : « *Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.* ». La Cour de Justice de l'Union européenne (1952) et la Cour européenne des Droits Humains (1959) sont chargées de l'application de ces droits et principes. Un pays de l'Union qui n'obéit pas à ses obligations, sera rappelé à l'ordre et, s'il persiste, sera sanctionné (comme cela sera le cas, éventuellement, avec la Pologne et/ou la Hongrie).

L'État israélien, lui, n'est pas un état membre de l'Union. Toutefois, il se prévaut d'être un pays « *européen* », et, en plus, il est considéré comme un membre « *de fait* » par l'establishment politique européen. ²⁹ La preuve : il est lié à l'Union par un tas d'accords qui lui assurent un traitement préférentiel dans un grand nombre de domaines (e.a. scientifique, p.ex. avec le programme « *Horizon 2020* »), ce qui lui rapporte « *de bénéfiques énormes* ». Tout au moins d'un point de vue moral, donc, il faudrait qu'Israël se conforme aux « *principes éthiques fondamentaux* » de l'Union. En plus, le respect des droits de l'homme constitue « *un élément essentiel* » de l'Accord d'association euro-israélien de

27 Sous le titre d' « *Éthique de la recherche* » nous lisons : « *In Law-Train we follow the golden rules for ethical research provided by the 7th Framework Program (European Commission, 2013, p. 24). Specifically, we strictly stick to: (1) respecting the integrity and dignity of persons* », etc. (Avec Law-Train nous suivons les règles d'or de la recherche éthique qui sont fournies par le 7^{ème} programme-cadre (Commission Européenne, 2013, p. 24). Plus spécifiquement nous nous tenons à : (1) le respect de l'intégrité et la dignité des personnes, etc.).

28 Voir la liste à la fin de ce dossier.

29 Notaires, ici, sont les propos du premier chef de la politique étrangère de l'UE, Javier Solana, en 2009 à Jérusalem : « *Israël, permettez-moi de le dire, est un membre de l'UE sans être un membre de ses institutions. Il est un membre de tous ses programmes, il participe à tous ses programmes* » (cités par David Cronin, « *Europe – Israël. Une alliance contre nature* », 2012, p. 16).

1995 (entré en vigueur en 2000), comme il est stipulé explicitement dans son article 2.³⁰ En réalité, la politique israélienne à l'égard du peuple palestinien, dans le passé aussi bien que dans le présent, est en contradiction flagrante avec les principes éthiques européens. Plus spécialement, les services du Ministère de la Sécurité publique, un partenaire pourtant dans « *Law-Train* », portent atteinte de façon systématique aux droits et libertés des hommes, femmes et enfants palestiniens. C'est le cas, entre autres, en ce qui concerne les méthodes d'interrogatoire brutales et abusives qui leur sont appliquées dans les prisons israéliennes. Aussi, ces services ont été condamnés maintes fois par des institutions internationales et des organisations de droits de l'homme. Depuis longtemps, alors, l'Europe aurait dû demander des comptes aux leaders israéliens pour les violations du droit international et humanitaire qu'ils commettent au quotidien et, si nécessaire, aurait dû les soumettre à des sanctions. En réalité, grâce à un « *exceptionalism* » persistant l'État d'Israël continue de profiter d'un climat international d'impunité, notamment de la part de l'Union.

Les pratiques d'interrogatoire « *anti-terroriste* » dans les prisons israéliennes à l'égard des détenus palestiniens soi-disant « *sécuritaires* », constituent un composant essentiel d'une politique coloniale de contrôle et de dépossession. Il n'est pas du tout exclu, alors, que les « *compétences* » acquises par le projet « *Law-Train* » pourront bel et bien s'avérer utiles, dans l'avenir, pour les forces de sécurité israéliennes dans le cadre de leurs pratiques répressives « *transculturelles* » à l'égard de la population palestinienne, et cela d'autant plus que le ministère concerné participe au projet.³¹

Leur participation à un projet mettant l'accent sur les techniques d'interrogatoire est loin d'être éthiquement innocente. Précisément, en ce qui concerne son application future, la police se montre peu discrète tout en affirmant que les résultats de « *Law-Train* » seront, en effet, appliqués.³² Une grande méfiance se justifie donc à coup sûr. En outre, dans la mesure

30 « *Accord méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part* » (2002), art. 2 : « *Les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui inspire leurs politiques internes et internationales et qui constitue un élément essentiel du présent accord* ». Via : https://www.gisti.org/IMG/pdf/accord_ce-israel_2000-06-011.pdf .

31 Est-ce que la répression agressive et violente par les services de la police et de la sécurité est une affaire strictement « *civile* » et donc innocente, du point de vue de la CE? À propos de l'approche souple à laquelle la Commission recourt vis-à-vis de l'exigence de ne prendre en compte que des projets « *civils* » pour un soutien financier, voir en tout cas le Feuillet d'information de l'ECCP : « *Dual use technology – how Europe funds Israeli military companies through Horizon 2020* » (Une technologie à double usage – Comment l'Europe finance des entreprises militaires israéliennes par le biais d'Horizon 2000), via http://www.bacbi.be/pdf/Dual_use.pdf , consulté le 29 septembre 2016.

32 « *La police israélienne ne peut dire quand et comment elle se servira des suspects virtuels, mais elle fait remarquer que ce sera ajouté aux méthodes déjà existantes d'entraînement, plutôt que de les remplacer* », a déclaré la prof. Sarit Kraus dans une interview, <http://www.law-train.eu/zeitungsinterview-sarit-kraus/>.

où le projet vise à échanger des méthodes et expériences et à les uniformiser entre les pays partenaires, il risque de contribuer tôt ou tard à la propagation dans les systèmes européens de la police et de la sécurité des techniques et pratiques contestables sur les plans éthique et juridique.³³ Les réserves d'ailleurs manifestées par le Portugal nous confortent dans cette perception critique.³⁴

3. Le contrôle éthique continu des projets est confié aux participants. Au service de « *Law-Train* », des « *Directives éthiques et procédures éthiques* » ont été rédigées et la Dr Galit Nahari, de l'Université Bar-Ilan, figure comme la « *superviseur de l'éthique* ». D'autre part, dans un interview récent sur vidéo,³⁵ tout en soulignant la conformité du projet avec « *l'éthique et les lois de l'Union européenne* », la coordinatrice du projet, la Prof. Sarit Kraus, renvoie explicitement au Procureur fédéral belge, qui, lui aussi, est un partenaire. Elle insiste sur son rôle central de garant que « *l'éthique* » soit effectivement respectée.

L'accent, néanmoins, mis par la professeure Kraus sur l'environnement européen du projet ne doit pas nous faire oublier ni le contexte ni la coordination *israéliens* du projet. La recherche scientifique n'est jamais conçue ni développée dans un vide social. Les « *Directives éthiques* » du projet elles-mêmes³⁶ renvoient au contexte légal quand elles ordonnent « *que chaque partenaire respecte les lois et réglementations des autres pays partenaires participants* » (par. 2.4.). Le texte ajoute que « *cette condition est fondamentale pour la conduite de Law-Train* » (ibid., p. 14). À première vue la directive apparaît être raisonnable. Toutefois une question nous vient d'emblée à l'esprit : ce « *respect* » est-il par conséquent de mise aussi pour les *lois discriminatoires* qui, comme il a été documenté (par Adalah, le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël), ont ancré la discrimination raciste et le traitement inégal des « *Arabes israéliens* » dans la législation israélienne?³⁷ De même, dans les remarques conclusives de sa 80^e session, le *Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale* (CERD) a constaté, lui aussi, que la discrimination raciale est profondément enracinée dans le système juridique israélien et ses institutions, et particulièrement dans le pouvoir

33 Voir le chapitre suivant en ce qui concerne l'attraction du « *modèle israélien* ».

34 Voir également : « *Quand l'Europe veut apprendre d'Israël comment violer plus efficacement les droits humains, la Belgique applaudit, le Portugal se rebiffe* » (Pour la Palestine, 22 septembre 2016), via <http://www.pourlapalestine.be/quand-leurope-veut-apprendre-disrael-comment-violer-plus-efficacement-les-droits-humains-la-belgique-applaudit-le-portugal-se-rebiffe/>.

35 Voir: <http://www.law-train.eu/official-law-train-video/>.

36 Voir « *Law-Train Ethical Guidelines and Ethical Procedures* » (Law-Train : Directives éthiques, procédures éthiques), <http://www.law-train.eu/?wpdmdl=2899> (consulté le 12 septembre 2016).

37 Voir le rapport d'Adalah : « *The Inequality Report: The Palestinian Arab Minority in Israel* » (Rapport sur l'inégalité : La minorité arabe palestinienne en Israël). Update Adalah, 6 déc 2016: « *Discriminatory Laws in Israel* » (Lois discriminatoires en Israël), via <https://www.adalah.org/en/law/index> .

judiciaire.³⁸ Ce système juridique rend « *légalement* » possible, par exemple, la politique raciste de démolition, dans le Neguev, des villages et maisons bédouins « *non-reconnus* », avec ce que cela implique de « *déplacements* » et épurations ethniques des habitants autochtones « *non-Juifs* ». ³⁹ Il s'agit d'une politique criminelle dont l'implémentation incombe au... Ministère de la Sécurité publique.

Ce « *respect* », alors, exigé par les « *Directives éthiques* » du projet, implique de façon nécessaire que le racisme institutionnalisé du pays coordinateur soit inévitablement accepté par les partenaires non-israéliens. Tout en privant ces partenaires de leur légitime droit d'opinion et d'expression, le projet les rend complices de fait d'une politique de violations des droits de l'homme.

Il est vrai, il faut l'avouer, que l'importance du contrôle éthique des projets de recherche de l'Union a ses limites. Les instances israéliennes compétentes dans la police, l'armée, la sécurité et les prisons poursuivent tout simplement leurs objectifs répressifs envers et contre tout, et certainement contre la moralité : « *Dans la guerre contre le terrorisme, oubliez toute morale* », disait un ancien directeur du Shin Bet. En tant qu'État, Israël enfreint sans arrêt, sans vergogne et impunément les résolutions, conventions et traités du droit international, qu'il s'agisse du droit de la guerre, des droits de l'homme, des droits de l'enfant, des droits civils et politiques, et de plusieurs autres encore.⁴⁰ Au besoin, les règles promulguées par la Haute Cour de justice israélienne elle-même, sont elles aussi foulées aux pieds. Le nombre très limité de poursuites intentées contre les agents de police (p.ex. de la Police frontalière) et de la sécurité (p.ex. du Shin Bet)⁴¹ de même que contre les militaires qui ont agi en contrevenant à ces règles légales, est là pour étayer nos propos.⁴² Aussi est-il

38 Le CERD rejette par exemple la « *Loi sur la citoyenneté et l'entrée en Israël* » raciste, qui rend impossible le regroupement familial pour les Palestiniens. Voir les « *remarques conclusives* » déjà mentionnées, n° 18.

39 La même chose se passe dans la vallée du Jordain, voir : David Shulman, “*Palestine: The End of the Bedouins?*” (La Palestine : est-ce que le glas sonne pour les Bédouins ?) (The New York Review of Books, Dec 7, 2016) via <http://www.nybooks.com/daily/2016/12/07/israel-palestine-the-end-of-the-bedouins/> .

40 Dans les cas où le droit israélien entre en conflit avec le droit international, la Cour suprême d'Israël n'hésite pas, par ailleurs, à donner la priorité au droit national – ce qui est en contradiction avec l'article 27 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*.

41 Voir p.ex. Yotam Berger, “*Despite Hundreds of Complaints of Shin Bet Torture, Israel Yet to Launch Single Criminal Investigation*” (Malgré de centaines de plaintes de torture par le Shin Bet, Israël n'a toujours pas initié une seule investigation criminelle) (Haaretz, Dec 7, 2016), via <http://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.757404>

42 « *The reality in which soldiers kill Palestinians with impunity is part of the occupation's routine* » (La réalité dans laquelle les militaires tuent impunément les Palestiniens fait partie de la routine de l'occupation). Dixit Hagai El-Ad, dans +972, 7 septembre 2016 : « *A once-in-a-decade show trial* » (Un procès-spectacle une fois toutes les décennies), via: <http://972mag.com/a-once-in-a-decade-show-trial/121768/>.

illusoire de penser que le projet « *Law-Train* » pourrait apporter la moindre amélioration positive à cette réalité (dans le cas, tout à fait improbable, qu'il aurait une telle intention).

4. En ce qui concerne, enfin, le contrôle éthique du projet par la KU Leuven, il a été soumis au jugement de deux commissions éthiques (paragraphe 3.6.4 des « *Directives éthiques et procédures éthiques* »). Tout d'abord, à la *Commission d'éthique sociale et sociétale*. Son avis a été requis à propos des interviews qui seraient réalisées avec les utilisateurs mêmes. L'avis a été positif. Ensuite, on a également demandé l'avis du *Comité d'éthique sur « l'usage dual de la recherche »*. Sur base d'une description détaillée du projet, cette commission a elle aussi émis un avis favorable.

Naturellement, nous ne voulons pas mettre en doute le sérieux et l'expertise de ces commissions (ni de la « *Commission éthique* » de la Commission européenne). Toutefois, sur la base des informations fournies à ce propos par les « *directives éthiques* » du projet, nous nous permettons de conclure que, comme c'était le cas avec la « *Commission éthique* » de la Commission européenne, dans celui des commissions éthiques de la KU Leuven l'exigence d'un « *contrôle éthique* » en fait s'est réduite à un contrôle de la déontologie méthodologique de la recherche scientifique, et donc d'un point de vue strictement *interne* au projet. Dans ce cas, en effet, les critères et règles nécessaires peuvent être énumérés et « cochés ».

À notre avis, au contraire, comme nous l'avons déjà remarqué, si nous voulons parvenir à un jugement éthique *fondamental* d'un projet, il faut le situer et évaluer dans le contexte social et politique externe dans lequel il été conçu et implémenté.⁴³ Comme nous l'avons déjà remarqué, le contexte dans ce cas particulier est un contexte d'oppression et de dépossession. Deuxièmement, il faut considérer aussi les facteurs concomitants. La liste des partenaires en est un important. La *crédibilité éthique*, en effet – de tout projet, qu'il soit scientifique, social, humanitaire etc. – dépend dans une large mesure de la composition de cette liste : si la liste est discutable à cause de la présence d'un participant éthiquement discutable, il n'y a pas de possibilité pour que l'« *éthique* » du projet ne soit pas considérée discutable elle-aussi, quelques soient les principes et les objectifs nobles professés dans les textes du projet.

Dans le cas de « *Law-Train* », la présence du Ministère israélien de la Sécurité publique parmi les partenaires du projet est fatale pour sa crédibilité éthique. Le statut éthique, en effet, du ministère est des plus discutables. À cause des violations documentées du droit

43 Aussi bien dans un entretien avec notre délégation que dans la presse, le recteur Torfs a reconnu les limitations des procédures actuelles : « *Il leur a également promis qu'à la KU Leuven, il allait "entamer une discussion plus profonde" à propos de "l'éthique fondamentale des projets". "Nous devons empêcher que, sur le plan éthique, les universités se contentent d'agir dans la conformité, de se plier à de petites règles formelles »*, a-t-il déclaré. » (Maarten Rabay, De Morgen, 26 septembre 2016), <http://www.demorgen.be/binnenland/-ku-leuven-moet-project-met-israelische-universiteit-stoppen-bbc6b913/>. PS Hélas, le résultat des réunions avec les autorités académiques s'avère être décevant, le contrôle *éthique* de la recherche scientifique ayant été renvoyé à l'« *activisme* » en dehors de l'université...

international et des droits de l'homme perpétrées par ses services, sa participation à un programme européen R&D quelconque est inacceptable. Dans le cas d'un projet visant à l'optimisation des méthodes d'interrogatoire policières, une telle participation est moralement révoltante.

Les « *contrôles éthiques* » effectués par la Commission européenne et la KU Leuven n'ont pas été en mesure, pour une raison ou une autre, d'intégrer cette donnée dans leurs conclusions. Une fois de plus, alors, l'Union européenne, en général, et la Belgique, en particulier, s'inclinent devant la politique israélienne coloniale et colonisatrice à l'égard des femmes, hommes et enfants palestiniens. Leur résistance légitime est écrasée violemment et punie comme du « *terrorisme* » ou, au moins, de l' « *incitation* ». En collaboration avec l'armée d'occupation, c'est le même ministère et ses services qui jouent un rôle de premier plan dans cette politique. Dans les chapitres 4 et 5 nous documenterons amplement les détails de leurs actions dans la « routine » répressive au quotidien.

3. « *Bar-Ilan is all security* » (*Bar-Ilan tout entière est vouée à la sécurité*)

Via la professeure Sarit Kraus (professeure en sciences informatiques),⁴⁴ le projet « *Law-Train* » est dirigé et coordonné par l'Université Bar-Ilan.⁴⁵ Sur le plan du nombre d'étudiants (plus de 34 000), Bar-Ilan est de loin l'université à la croissance la plus rapide d'Israël. C'est l'une des cinq principales institutions de recherche: l'Université hébraïque de Jérusalem, l'Université de Tel-Aviv, l'Université Ben-Gourion de la Neguev, l'Université de Haïfa/Technion et l'Université Bar-Ilan. À l'instar des autres institutions académiques, Bar-Ilan fait partie du complexe académico-militaro-industriel israélien qui contribue à maintenir en place l'occupation militaire et la colonisation de la Palestine.

Les universités israéliennes collaborent étroitement avec l'armée et les autres services de sécurité. Contrairement à la situation chez nous, en Israël il n'y a pas de cloison l'université et l'armée : beaucoup des professeurs p.ex. sont des officiers supérieurs, souvent de réserve, et l'armée est souvent présente sur le campus. Sur le plan intellectuelle, les universités procurent la connaissance nécessaire, scientifique et technologique, mais aussi le soutien idéologique au bénéfice de la politique d'occupation et colonisation.

Tout d'abord en ce qui concerne les activités de recherche : semblable à la situation dans les autres universités majeures, Bar-Ilan abrite un centre consacré à la politique de sécurité d'Israël, le « *Centre d'études stratégiques Begin-Sadat* », doté parmi ses chercheurs de plusieurs officiers de l'armée ou du ministère de la Défense. Le Centre, nous lisons sur son site Internet, « *fait avancer un programme réaliste, conservateur et*

44 Pour un résumé de son interview à propos du projet « *Law-Train* », voir : <http://www.law-train.eu/zeitungsinterview-sarit-kraus/> (consulté le 20 septembre 2016).

45 Site Internet anglophone : <http://www1.biu.ac.il/indexE.php> (c. le 16 septembre 2016).

sioniste dans la recherche de la sécurité et de la paix pour Israël ». ⁴⁶ Une contribution, par ex. par un major-général (de réserve) plaide en faveur de la continuation de l'occupation militaire de la Cisjordanie (comme il le définit par euphémisme: «*une forme de sécurité flexible et dynamique en pleine friction avec les populations résidentes*»), dans l'intérêt de la sécurité d'Israël. ⁴⁷ Parmi les autres chercheurs du Centre, mentionnons également Uzi Rubin, fondateur et directeur du programme de défense 'Arrow' contre les missiles à longue portée, au ministère israélien de la Défense.

Quant aux cours, toutes les universités majeures offrent des programmes d'études au service de l'establishment de la défense et de la sécurité. Comme Gideon Levy l'a remarqué dans un article moqueur sur « *la liberté académique* » du Shin Bet : ⁴⁸

« Aujourd'hui il n'y a presque pas d'université qui n'offre pas des cours spéciaux au bénéfice d'officiers, pilotes et agents secrets. À l'Université de Haïfa, p.ex., tout ce qu'il faut pour des étudiants du Collège de Sécurité Nationale afin d'obtenir un MA de science politique, c'est de suivre deux classes par semaine pendant un semestre. Les pilotes reçoivent un BA à l'Université de Ben Gourion dans le Neguev après des études d'une année, tandis que les agents du Shin Bet reçoivent un BA de l'Université Bar-Ilan à l'issue de 16 mois seulement... ».

La contribution spécifique de Bar-Ilan à l'enseignement, à cet égard, concerne la politique « sécuritaire » israélienne. Ainsi, en dehors des formations qu'elle donne à des officiers de l'armée (p.ex. des services militaires de renseignement), elle organise également des formations universitaires spéciales à l'usage du Shin Bet (le Service de Sécurité Intérieure, ou la police secrète): dans un département séparé, elle offre entre autres un programme de maîtrise exclusivement destiné à des agents de la sécurité en service actif. Sur le site Internet (en hébreu), on peut lire à ce propos ⁴⁹ :

« Le Département des forces sécuritaires [de l'Université Bar-Ilan] a été fondé en 1995. Il élabore des programmes d'étude spéciaux pour des degrés BA

46 Site Internet (anglophone) : <http://besacenter.org/about/mission/> (consulté le 20 octobre 2016). Le centre réfère à ses contrats de « *recherche spécialisée* » e.a. avec l'OTAN et il intervient aussi dans le débat regardant le rôle stratégique de l'État Islamique, voir : Ben Norton, “*Israeli think tank: Don't destroy ISIS; it's a “useful tool” against Iran, Hezbollah, Syria*” (Centre d'étude israélien : ne détruisez pas ISIS ; c'est un instrument utile contre l'Iran, Hezbollah, la Syrie) (Salon, Aug 23, 2016), via <http://www.salon.com/2016/08/23/israeli-think-tank-dont-destroy-isis-its-a-useful-tool-against-iran-hezbollah-syria/> .

47 Gershon Hacoheh : « *Separation is not the Answer* » (La séparation n'est pas la réponse) (29 septembre 2016), <http://besacenter.org/perspectives-papers/368-hacoheh-separation-not-answer/>.

48 Gideon Levy, “*The Shin Bet's Academic Freedom*” (La liberté académique du Shin Bet), Haaretz, Sept 8, 2008, via <http://www.haaretz.com/the-shin-bet-s-academic-freedom-1.253397> (consulté le 10 septembre 2016).

49 Voir <http://mzb.biu.ac.il/about> (traduit pour nous par un collègue israélien).

(baccalauréats universitaires). Le principal objectif du département est d'habiliter les travailleurs des forces sécuritaires et les industries spécialisées dans la sécurité à étudier pour l'obtention d'un BA tout en effectuant leur service actif, ainsi qu'à répondre aux besoins particuliers des travailleurs de ces systèmes. »

Gideon Levy, dans la suite de l'article auquel nous avons déjà référé, exprime de vives critiques quant aux services académiques accordés par Bar-Ilan aux « forces de sécurité ». Il n'hésite pas à l'appeler « l'université la plus militariste » d'Israël :

« Bar-Ilan mérite le titre d'université la plus militariste de toutes – elle offre une pléthore de programmes aux seules forces de sécurité. Il y a le programme Jéricho pour le Shin Bet, et toute une série de programmes pour les officiers des Forces de défense israéliennes, pour les officiers qui sont sur le point d'y entrer et pour ceux qui ont déjà atteint le grade de commandant de bataillon. La nation tout entière est une armée et Bar-Ilan tout entière est vouée à la sécurité. »

D'orientation religieuse et sioniste, Bar-Ilan a également été la première (et jusqu'à présent la seule) université israélienne à fonder une filiale à Ariel, c'est-à-dire dans une colonie illégale située au plus profond de la Cisjordanie occupée. Malgré des protestations massives de recteurs et d'universitaires des principales universités,⁵⁰ cette haute école (le « Centre universitaire de Samarie »), en 2012, a reçu des mains du ministre de la Défense de l'époque, Ehud Barak, le statut officiel d'université.⁵¹ Depuis, elle profite d'un traitement de faveur au détriment des autres universités. Enfin, à l'instar d'autres universités, Bar-Ilan mène une politique discriminatoire à l'égard des étudiants palestiniens.⁵²

Situons, un instant, les liens étroits entre Bar-Ilan et la politique « sécuritaire » israélienne dans une perspective plus large. Plus encore que dans la technologie et la production des

50 Dans une réaction au tollé des universitaires contre l'accréditation imminente – une pétition avait été signée par 1 000 de personnes du monde académique – Sara Hirschhorn en avait stigmatisé l'« hypocrisie » : « Toute la nation est complice dans l'occupation et il n'y a pas d'abri sûr dans les bibliothèques et les laboratoires en deçà de la Ligne verte. Qu'il s'agisse des dollars de la recherche dépensés dans un algorithme sécuritaire, du professeur assurant en tant que réserviste un service de garde dans les territoires, ou même du snack Bagel Bagels (produit à Ariel !) acheté dans une cafeteria, le réseau éducationnel d'Israël – indépendamment des pressions politiques émanant des facultés – est déjà profondément enraciné dans l'occupation. » (Ben White, « Uproar over Ariel settlement university highlights Israeli academia's hypocrisy » (Le tollé à propos de l'université de la colonie d'Ariel met en lumière l'hypocrisie des milieux académiques israéliens), The Electronic Intifada, 27 juin 2012), <https://electronicintifada.net/blogs/ben-white/uproar-over-ariel-settlement-university-highlights-israeli-academias-hypocrisy> (consulté le 28 octobre 2016).

51 « Supreme Court Rejects Petition Against Ariel University » (La Cour suprême rejette la pétition contre l'Université d'Ariel) (International News, 27 décembre 2012), consulté le 1^{er} septembre 2016, via <http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/163615> .

52 Golan-Agnon, D. (2006) « Separate but not Equal: Discrimination Against Palestinian Arab Students in Israel » (Séparés mais pas égaux : La discrimination à l'égard des étudiants arabes palestiniens en Israël). Dans: The American Behavioral Scientist. Vol 49 (8) pp. 1075-1084. À Bir-Ilan, sur un total de plus de 32 000 étudiants, on compte actuellement 750 « étudiants arabes, venus de contextes chrétiens, musulmans, druzes et circassiens », http://www1.biu.ac.il/milestones_60.

armements (où il reste très dépendant des États-Unis), Israël se profile de plus en plus comme un leader mondial sur le plan de la technologie et l'expertise sécuritaires. Ce rôle de premier plan est le produit de la collaboration entre les universités, le secteur technologique, les services de renseignement militaires (surtout l'Unité 8200),⁵³ les appareils policiers et les entreprises privées spécialisées dans la « *sécurité intérieure* » (« *homeland security* »).⁵⁴ Contribuent aussi à ce succès : la présence d'un grand réservoir de spécialistes expérimentés à la retraite, ainsi que le fait que, de même que les systèmes d'armes, les systèmes sécuritaires sont testés et peaufinés en permanence dans la « *lutte contre le terrorisme* » dans les Territoires Occupés – les presque cinq millions d'habitants y servant d'« *animaux de laboratoire* »... Cette donnée a une plus-value très importante au niveau commercial, les vendeurs israéliens ayant l'avantage sur leurs concurrents internationaux.⁵⁵

Le « *modèle israélien* » de systèmes de maintien de l'ordre, de surveillance et de sécurité (avec, y compris, la formation et l'entraînement dans les techniques d'interrogatoire, le profilage ethnique, les méthodes et techniques de répression, de surveillance, etc.) trouve nombre d'épigones et de clients dans le reste du monde. Même les Émirats arabes unis font appel à l'État hébreu, parce que, à leurs yeux, les Israéliens « *sont tout simplement les meilleurs dans ce marché, les plus intrusifs, les plus secrets* » (Alex Kane).

Since many years, repressive regimes in Middle or South America are regular customers of Israel's counterinsurgency expertise and technology.

Depuis des décennies, les régimes répressifs de l'Amérique Centrale et du Sud ont profité de l'expertise et technologie de contre-insurrection israéliennes.⁵⁶ Aujourd'hui, « grâce au » terrorisme international et à la soi-disant crise de l'asile, les démocraties occidentales elles

53 « *Unit 8200 est la plus importante unité des Forces de défense israéliennes et compte plusieurs milliers de militaires. Elle est comparable dans ses fonctions à la National Security Agency des États-Unis et, en tant que corps, elle relève du ministère de la Défense au même titre que la NSA fait partie du département américain de la Défense.* » Wikipedia, https://en.wikipedia.org/wiki/Unit_8200.

54 Les 300 et quelques entreprises et petites firmes privées spécialisées dans la « *sécurité intérieure* » (« *homeland security* ») représentent ensemble quelque 7 % de l'économie israélienne; en 2014, il a été exporté pour environ 6 milliards de dollars de produits et services. Voir : Alex Kane, « *How Israel Became a Hub for Surveillance Technology* » (Comment Israël est devenu un hub pour la technologie de la surveillance) (The Intercept, 17 octobre 2016), <https://theintercept.com/2016/10/17/how-israel-became-a-hub-for-surveillance-technology/>.

55 « *Nul autre pays n'a un tel réservoir de personnel ancien et expérimenté, tant sécuritaire que militaire ou policier et nul autre pays n'a jamais été en mesure de tester sur le terrain ses systèmes et solutions dans des situations en temps réel.* » Dixit le rapport de l'International Jewish Anti-Zionist Network, « *Israel's Worldwide Role in Repression* » (Le rôle mondial d'Israël dans la répression) (2012, pdf, 28 p.).

56 See e.g. Gabriel Schivone, « *Israel's shadowy role in Guatemala's dirty war* » (The Internet Intifada, 22 Jan 2017), via <https://electronicintifada.net/content/israels-shadowy-role-guatemalas-dirty-war/19286>.

aussi sont de plus en plus ouvertes à une « *israélisation* » de leur politique en matière de police et de sécurité.⁵⁷ Cela va de pair avec une militarisation du travail policier sur le plan de l'équipement et de l'intervention, avec l'engagement d'armes, la formation et les tactiques pour le contrôle des foules, et bien d'autres choses encore.⁵⁸ L'« expérience pratique » acquise depuis de nombreuses années déjà par le Shin Bet rencontre un intérêt certain. Son savoir-faire exportable sur le plan des techniques d'interrogatoire couvre les méthodes de torture qui ont rendu le service si tristement célèbre. Les services de sécurité des États-Unis, entre autres, semblent s'en inspirer depuis longtemps déjà. Ainsi, le Shin Bet a perfectionné les techniques de torture qui ont été utilisées par les forces américaines en Irak, en Afghanistan, dans les « *sites noirs* » de la CIA et à Guantanamo Bay. Comme l'écrivait récemment dans *Haaretz*⁵⁹ la Dr Rachel Stroumsa, directrice exécutive de la *Commission publique contre la torture en Israël* :⁶⁰

« *Le recours à la "chaise palestinienne" ⁶¹ n'est qu'un des nombreux exemples de liens et d'infiltrations entre les pratiques sécuritaires d'Israël et de l'Amérique.*

57 Par exemple, en France, voir Sylvain Cypel, « *Ce "modèle israélien" de lutte contre le terrorisme qui fascine politiciens et médias français* » (orientXXI, 19 septembre 2016), via <http://orientxxi.info/magazine/ce-modele-israelien-de-lutte-contre-le-terrorisme-qui-fascine-politiciens-et-1480> (consulté le 23 septembre 2016). Ces jours-ci (le 16 novembre) le ministre belge de l'Intérieur, Jan Jambon, se trouve en Israël pour une visite de travail à l'occasion de la foire « *Israel Homeland Security and Cyber* ». À la radio VRT il déclara e.a. : « *Nous pouvons apprendre beaucoup d'Israël, aussi bien en matière de l'interprétation psychologique du comportement qu'en ce qui concerne l'emploi de high tech pour le contrôle d'une population* ».

58 De l'entraînement spécial font également partie des formations et des stages en Israël : voir, par exemple, Justin Gardner, « *U.S. Police Routinely Travel to Israel to Learn Methods of Brutality and Repression* » (La police américaine se rend régulièrement en Israël pour apprendre les méthodes de violence et de répression) (The Free Thought Project, 30 août 2015) : <http://thefreethoughtproject.com/u-s-police-routinely-travel-israel-learn-methods-brutality-repression/#RYLFbWdglkwEkT8u.99> (consulté le 16 septembre 2016). D'emblée, la politique du « *tirer pour tuer* » de la police évoque grandement les exécutions extrajudiciaires commises par l'armée israélienne. Pour le Royaume-Uni : « *Why are London's Police travelling to Israel?* » (Pourquoi la police de Londres se rend-elle en Israël ?) (Wake Up Act, 29 novembre 2014), <https://medium.com/wake-up-act/why-are-londons-police-travelling-to-israel-cf15bb9b8848#.k7rvn7ihf> (tous deux consultés le 15 septembre 2016).

59 *Haaretz*, 18 septembre 2016 : « *Will the U.S. Stop Importing Israeli Torture Techniques?* » (Les États-Unis vont-ils cesser d'importer les techniques israéliennes de torture ?), via <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.742712> (consulté le 22 septembre 2016).

60 Site Internet : <http://stoptorture.org.il/?lang=en> (consulté le 20 septembre 2016).

61 Il s'agit ici d'une forme particulière de torture durant les interrogatoires : « *Il y avait une petite chaise, d'environ 60 cm de haut, faite de contre-plaqué et de deux-sur-quatre, et elle était munie de serre-câbles en plastique utilisés pour attacher les mains par en dessous. La "chaise palestinienne" était destinée à placer la personne interrogée dans une position accroupie, la rendant incapable de se redresser et la forçant à peser de tout son poids sur ses cuisses et ses mollets ; la personne restait dans cette position aussi longtemps que les gens qui l'interrogeaient en avaient décidé ainsi.* » (Ibidem) Une autre forme de torture, utilisée par le Shin Bet, est la « *position de banane* » (le prisonnier ligoté ayant son dos sur une chaise, sa tête d'un côté de la chaise et ses jambes de l'autre côté).

L'establishment sécuritaire en Amérique examine lui aussi d'un œil passionné la façon dont Israël parvient à légitimer ses pratiques d'interrogatoire qui, manifestement, violent les droits de l'homme. En effet, la CIA a explicitement justifié son recours à la torture dans ses dépositions devant la Commission sénatoriale du renseignement en citant les décisions de la Haute Cour de justice [d'Israël]. »

Tout récemment, les méthodes de la torture ont été décrites par des interrogateurs eux-mêmes.⁶²

Pourtant, on peut douter que ce fameux « modèle israélien » – promu de façon active à l'étranger par l'État israélien lui-même⁶³ – garantisse effectivement plus de sécurité. Cela n'est pas le cas, de toute façon, pour les citoyens israéliens eux-mêmes. Malgré sa « religion de la sécurité »,⁶⁴ en effet, il y a peu de pays où l'on vit depuis longtemps si peu en sécurité qu'en Israël. En effet, en tant que système sophistiqué et constamment amélioré pour maintenir toute une population en état de dépendance et d'impuissance – impuissance politique de réaliser ses ambitions nationales, impuissance quotidienne de mener une existence normale –, ce modèle contribue de façon considérable à attiser plus encore le désespoir et le terrorisme – et, partant, l'insécurité – qu'il génère. Cela ne peut aboutir, comme on a pu le constater depuis octobre de l'an dernier, qu'à une révolte comme celle de l'« *intifada des jeunes* ». Désespérés face à l'absence de perspective de l'occupation, de jeunes Palestiniens avec un couteau, des ciseaux ou un tournevis, voire à mains nues, se tournaient contre les militaires, les civils ou les colons israéliens. Plusieurs d'eux ont été abattus par les soldats et la police frontalière.⁶⁵

En Israël même, ce « modèle israélien » se traduit par une détérioration de plus en plus manifeste des droits et libertés démocratiques des citoyens du pays, de même que de la liberté d'expression et d'association, de la liberté de la presse (aujourd'hui déjà, des publications sont soumises à la censure militaire), etc. Ainsi, les ONG et associations de droits de l'homme émettant des critiques à l'égard de l'occupation, sont de plus en plus harcelés et stigmatisés en tant qu'« agents des puissances étrangères » ou même comme des

62 Chaim Levinson, "Torture, Israeli-style - as Described by the Interrogators Themselves" (La torture, style israélien – comme décrite par les interrogateurs eux-mêmes) (Haaretz, Jan 24, 2017), via <http://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.767095>.

63 Voir le texte émanant de l'ambassade d'Israël à Paris, le 22 juillet 2016 (une semaine après l'attentat de Nice) : « *L'exemple israélien face à la menace terroriste* », voir : <http://embassies.gov.il/paris/NewsAndEvents/Pages/L'exemple-isra%C3%A9lien-face-%C3%A0-la-menace-terroriste.aspx> (consulté le 23 septembre 2016).

64 Voir la contribution de Gideon Levy dans *Le Monde Diplomatique* (octobre 2016) : « *Israël ou la religion de la sécurité (La face cachée du "modèle" qui fascine la France)* », p. 10.

65 Depuis octobre de l'an dernier, il y a déjà eu au moins 239 tués palestiniens, contre 34 (12,4 %) israéliens. Voir : « *Death in numbers: A year of violence in the occupied Palestinian territory and Israel* » (La mort en chiffres : Une année de violence dans les territoires palestiniens occupés et en Israël) (Ma'an, 4 octobre 2016), via <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=773407>. De même : Haggai Matar : « *A 'wave of violence' that never actually ends* » (Une vague de violence qui, en fait, ne finit jamais) (+972, 20 septembre 2016), via <http://972mag.com/a-wave-of-violence-that-never-actually-ends/122055/>.

traîtres à la patrie.⁶⁶ Les créateurs et les ensembles artistiques eux aussi sont de plus en plus soumis à des pressions politiques afin que, via une « *déclaration de loyauté* », ils se conforment aux « *principes de l'État* » (et, par exemple, qu'ils acceptent bel et bien de se produire dans les colonies).⁶⁷ Une nouvelle « *loi antiterrorisme* », en outre, confère la possibilité à la police et aux services de sécurité de poursuivre toute forme d'activité politique ou de prise de position critiques à l'intérieur de l'État hébreu comme s'il s'agissait d'une forme de « *terrorisme* » ou d'« *incitation* » au terrorisme. De même le statut des membres palestiniens du Knesset est de plus en plus mis en cause, etc.

Dans les deux derniers chapitres de ce dossier nous entendons documenter l'application « *policière* » de la politique israélienne d'oppression coloniale d'une population autochtone. Les agissements au quotidien, en effet, par les forces de l'ordre constituent le contexte dans lequel il faut évaluer éthiquement « *Law-Train* » en tant que projet de recherche « *policier* ». Disons déjà ici que la violence excessive de la part de ces forces de l'ordre ont lieu sur le fond idéologique d'une déshumanisation profonde de ses victimes. Cela aide à « *comprendre* » la facilité avec laquelle les policiers et les soldats, ayant toujours la gâchette facile, tuent des adultes et des jeunes palestiniens.⁶⁸ Comme Gideon Levy l'a amèrement commenté:⁶⁹

« Pour la plupart des Israéliens, les Arabes sont tous les mêmes et ils ne sont pas des êtres humains égaux à nous. Ils ne sont pas comme nous. Ils n'aiment pas leurs enfants ou leur vie comme nous le faisons. Ils sont nés pour tuer. Il n'y a aucun problème à les tuer. Ils sont tous des ennemis, des objets suspects, des terroristes,

66 Ainsi, B'Tselem, après le discours de son directeur, Hagai El Ad, lors d'une session extraordinaire du Conseil de sécurité où il avait osé émettre des critiques contre la politique d'occupation. Cela lui a valu des réactions très virulentes de la part, entre autres, de Netanyahu (qui avait exigé des sanctions contre l'organisation) et même une accusation de trahison de la patrie. Voir : "B'Tselem Head: Why I Spoke Against the Occupation at the UN" (le Directeur de B'Tselem: Pourquoi j'ai condamné l'occupation à l'ONU) (Haaretz, Oct 16, 2016), <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.747699>.

67 Jonathan Lis, Yair Ashkenazi, Jack Houry & Sharon Pulver : « *Israel's Nationalistic 'Loyalty in Culture' Bill Passes Legal Test* » (La loi nationaliste israélienne de 'Loyauté dans la Culture' passe le test juridique) (Haaretz, 25 février 2016), <http://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.705312> . Tout récemment le Habima Théâtre National a cédé au chantage du gouvernement et a accepté de performer dans la colonie de Kiryat Arba. Haaretz dans son Éditorial du 26 octobre l'a qualifié de « *moral stain worthy of condemnation* » (souillure morale qui mérite d'être condamnée), via <http://www.haaretz.com/opinion/1.749207> .

68 Zeer recent: "19-year-old Palestinian shot and killed by Israeli forces in Jenin refugee camp" (Palestinien de 19 ans abattu et tué par les forces israéliennes dans le camp de réfugiés de Jénine) (Ma'an News Agency, Jan 29, 2017), via <http://www.maannews.com/Content.aspx?ID=775164> .

69 "Kill Them, They're Fair Game" (Tuez-les, ils sont des cibles idéales) (Haaretz, Jan 19, 2017): <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.765915> .

des meurtriers - leurs vies et leurs morts sont bon marché ».

4. Arrestation et détention

Introduction. Parmi les services auxquels l'État israélien fait appel dans le cadre du maintien de l'ordre et la sécurité, la Police nationale, la Police des frontières (*Magav*, *Border Police*) et le Service pénitentiaire israélien (IPS)⁷⁰ sont des acteurs privilégiés. Tous les trois relèvent du Ministère israélien de la Sécurité publique.⁷¹ Outre « la loi et l'ordre », la liste des tâches de la police israélienne comprend également la « *sécurité publique* ». Cela vise entre autres, comme nous informe le site Internet officiel, la « *prévention des actes de terrorisme : la police effectue des patrouilles et des raids et œuvre à accroître la conscientisation du public* ». ⁷² Depuis longtemps déjà elle est critiquée pour sa corruption, racisme, incompétence et maltraitance de Palestiniens. Les trois services ont déjà été mis en cause à de très nombreuses reprises par des organismes internationaux comme l'ONU, l'UNICEF et l'UE, ainsi que par des organisations de droits de l'homme israéliennes, palestiniennes et internationales.⁷³

Tout récemment, de hautes fonctions dans la police israélienne ont été accaparées par des colons religieux durs – reflétant un processus d'infiltration qui depuis deux décennies déjà a été mis en marche dans l'armée. Selon des commentateurs ceux-ci ont l'intention d'apporter de changements « *alarmants* » dans la politique policière aussi bien en Israël que dans les Territoires occupés. Ainsi Mme Aida Touma-Suleiman, membre palestinienne du Knesset, prévient :

*« Maintenant déjà les relations entre la police et les citoyens palestiniens sont désastreuses. Mais la situation s'aggraverait plus encore si l'idéologie des colons devient la norme parmi la police ».*⁷⁴

Le même Ministère de la Sécurité Publique est aussi chargé de la politique de « *réduction des constructions illégales et de l'infiltration dans le Neguev* ». ⁷⁵ En d'autres mots : elle est

70 Voir : <http://mops.gov.il/English/CorrectionsENG/Pages/IPS.aspx>.

71 Voir : <http://mops.gov.il/English/Pages/HomePage.aspx> (consulté le 18 septembre 2016).

72 Voir : <http://mops.gov.il/English/PolicingENG/Police/Pages/default.aspx> (consulté le 18 septembre 2016).

73 Par exemple : « ONU : *Rapport du rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967* » (11 janvier 2016).

74 Jonathan Cook, "Israel: Settlers' takeover of security posts 'alarming'" (Israël: La prise en charge par les colons des postes de sécurité est alarmante) (Al Jazeera, Oct 27, 2016), <http://www.aljazeera.com/news/2016/10/israel-settlers-takeover-security-posts-alarming-161027064557139.html> .

75 Il s'agit du département du « *Coordination Directorate of Land Law Enforcement in the Negev* » (Directorat de coordination de l'application des lois foncières dans le Neguev). Sa mission consiste en : « *Concentration of the national effort to reduce illegal building and infiltration in the*

engagée dans la politique de démolition des villages et structures prétendument « *non-reconnus* » des bédouins (environ 70.000 de citoyens israéliens) dans le but d'installer de nouvelles villes exclusivement juives (il s'agit du « *Prawer Plan* », bien qu'officiellement il a été suspendu, mais il sera remplacé par le « *plan Ariel* »).⁷⁶ Le village d'al-Araqib, par exemple, depuis le 27 juin 2010 a été démoli déjà 109 fois, les villageois l'ayant reconstruit chaque fois. Ces jours-ci, c'est le village Atir-Umm al-Hiran, avec ses 700 habitants, qui est attaqué.⁷⁷ Au service des démolitions la police dispose d'une unité spéciale : le « *Yoav Unit* ». Cette pratique raciste a été dénoncée par la *Commission de l'ONU pour l'Élimination de la discrimination raciale*.⁷⁸ Le déplacement forcé d'une population occupée est condamné dans le droit international comme un crime contre l'humanité.⁷⁹

Les agents de la Police Frontalière, unité « *opérationnelle* » de la police, fonctionnent en tant que policiers et gendarmes. On peut lire ce qui suit, sur le site Internet officiel⁸⁰ :

« *Les forces à usages multiples traitent des problèmes relatifs à la sécurité publique, au terrorisme, aux délits graves, aux émeutes, à la surveillance de sites sensibles et à la sécurité des zones rurales.* »

Negev » (Concentration de l'effort national visant à réduire les constructions illégales et l'infiltration dans le Negev). Voir le site Internet (consulté le 18 septembre 2016) via : http://mops.gov.il/English/PolicingENG/Negev_Land_Law_Enforcement/Pages/default.aspx .

76 Voir : “*Demolition and Eviction of Bedouin Citizens of Israel in the Naqab (Negev) - The Prawer Plan*” (La démolition et éviction de citoyens bédouins d'Israël dans le Negev – Le Plan Prawer) (Adalah), <https://www.adalah.org/en/content/view/7589> (consulté le 15 nov 2016). PS Les bédouins du Negev (Naqab) constituent 30% de la population du Negev mais ils n'occupent que 2% du territoire.

77 Voir: Mersiha Gadzo, “*Arab Bedouins expelled for second time to make way for new Jewish community*” (Bédouins arabes expulsés une deuxième fois pour faire place au bénéfice d'une nouvelle communauté juive) (Mondoweiss, Dec 5, 2016), via <http://mondoweiss.net/2016/12/bedouins-expelled-community/> . Et : Amira Hass, « *Israel's Judges Paved the Way for What Happened in Bedouin Village* » (Les juges d'Israël ont préparé la voie à ce qu'il s'est passé dans un village bédouin) (Haaretz, 25 janvier 2017), via <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.767281> .

78 La politique est dénoncée par la *Commission de l'ONU pour l'Élimination de la discrimination raciale*, 80^e session, 13 février – 9 mars 2012, « *Concluding Observations* » (Observations finales), n° 20.

79 Voir le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2002), art. 7.1 et 7.2. Pour un guide systématique « *aidant les non-juristes à comprendre et appliquer le droit international au régime oppressif israélien envers la totalité du peuple palestinien* », voir : “*Advocating Palestinian Rights in conformity with International Law, Guidelines*” (Plaider les droits palestiniens en conformité avec le droit international. Un guide) (publ. by the Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem in Coalition with the Birzeit University Institute of Law, Feb 2014, 15p.), via http://stopthewall.org/sites/default/files/Guidelines_Eng_FINAL.pdf (c. 1 Oct 2016).

80 Voir : <http://mops.gov.il/English/PolicingENG/Police/Pages/BorderPolice60.aspx> (consulté le 29 septembre 2016). Servir dans ce corps constitue une alternative au service militaire dans les FDI (3 ans).

Dès sa création, le nom de ce corps de police a été taché de sang. En effet, le massacre de Kafr Qasim, qui a eu lieu voici 60 ans, le 29 octobre 1956, et au cours duquel 49 Palestiniens : hommes, femmes et enfants, ont été tués lorsqu'ils revenaient des champs pour regagner leurs foyers, a été commis par une unité de ce corps de police paramilitaire (qui venait d'être créée, à l'époque).⁸¹

Aujourd'hui, les agents de cette même police mènent régulièrement des expéditions punitives, procèdent à des arrestations, effectuent des razzias et commettent même des meurtres dans les quartiers palestiniens des Territoires occupés.⁸² Ils sont surtout engagés à Jérusalem-Est (où ils arrêtent de façon arbitraire des enfants)⁸³ mais sont également actifs en Cisjordanie, en sus et en compagnie des FDI. Une section spéciale mène des opérations sous le manteau parmi la population palestinienne (par exemple lors de manifestations).⁸⁴ Malgré la diversité ethno-religieuse au sein de ce corps de police, ses membres se font régulièrement remarquer par leur brutalité et leur recours à une violence parfois létale, même contre des enfants.⁸⁵

81 Voir, par exemple : « *Thousands mark 60 years since police massacre at Arab town* » (Ils étaient des milliers à commémorer le massacre par la police dans la ville arabe) (*The Times of Israel*, 29 octobre 2016), <http://www.timesofisrael.com/thousands-mark-60-years-since-police-massacre-at-arab-town/>. En 2014, le président Reuven Rivlin était présent à la cérémonie de la commémoration, mais l'État israélien n'a jamais reconnu sa culpabilité.

82 Cf. Mondoweiss, 20 octobre 2016, « *Israelis 'train with stun grenades' among civilians* » (Les Israéliens « s'entraînent avec des grenades assourdissantes » parmi les civils), <http://mondoweiss.net/2016/10/training-palestinian-neighborhood/>.

83 Voir le nouveau film d'Addameer sur les arrestations d'enfants jérusalémiens : « *Precarious Childhood: Arrests of Jerusalemite Children* », https://www.youtube.com/watch?v=0uDPeD_RPk.

84 Deux de ses unités spéciales sont : (1) la YAMAM (acronyme pour « *Unité centrale spéciale* »), c'est-à-dire « *unité israélienne d'élite contre le terrorisme* », voir : <http://www.special-ops.org/1309/yamam-special-unit-of-israel-border-police/>, consulté le 12 octobre 2016) ; et (2) la YASAM, c'est-à-dire « *Unité spéciale de patrouille* », « *une unité policière antiémeute chargée de la sécurité permanente, du contrôle des émeutes et des foules, et d'autres opérations spéciales* », voir : Wikipedia, <https://en.wikipedia.org/wiki/Yasam>, consulté le 12 octobre 2016). « *Leurs agents sont souvent envoyés en mission secrète dans les territoires contrôlés par les Palestiniens où, au moment d'effectuer leurs missions, ils portent des vêtements arabes afin de ressembler à des Palestiniens* », voir : <http://www.special-ops.org/5202/idf-mistaravim-yamas/> (consulté le 12 octobre 2016).

85 Exemples récents, (1) « *Israeli Border Police fire black sponge round at chest of 10-year-old boy in a-Ram, killing him* » (La police israélienne des frontières tire une balle de mousse noire dans la poitrine d'un garçon de 10 ans et le tue) 2 août 2016, via : http://www.btselem.org/firearms/20160802_killing_of_muhyi_a_din_a_tabakhi. Et (2), « *Horrific Video Shows Israeli Border Police Terrorize 8-yr Palestinian Girl and Steal Her Bike* » (Une vidéo horrible montre la police israélienne des frontières qui terrorise une petite Palestinienne de 8 ans et lui vole son vélo) (The Free Thought Project, 3 août 2016), via : <http://thefreethoughtproject.com/israeli-police-terrorize-palestinian-girl/>.

Enfin, outre les trois départements de police susmentionnés, il convient également de mentionner ici : l'*Israel Security Agency* (ISA – Agence israélienne de sécurité), c'est-à-dire le service secret de la sécurité intérieure (le Shin Bet) ainsi que l'armée : les Forces de défense israéliennes (*Tsahal* ou FDI) . En Cisjordanie, en effet, dans le cadre de la loi martiale qui y est en vigueur, des soldats, faisant partie ou pas d'une unité de combat, sont engagés dans des tâches policières (pourvoir les check-points en personnel de contrôle, patrouiller dans les rues, réprimer les manifestations, procéder à des arrestations, etc.).⁸⁶

Arrestations et détentions sont un instrument essentiel dans la politique répressive de l'État hébreu à l'égard de la population palestinienne. Cela ressort déjà des seuls chiffres et pourcentages concernant les arrestations de « Juifs » et de « non-Juifs » à l'intérieur même d'Israël. Ainsi, sur le plan des arrestations, alors que les « non-Juifs » constituent tout au plus 25 % de la population israélienne, ils représentent, entre 2011 et 2015 quelque 60 % de la totalité des personnes arrêtées. Chez les mineurs d'âge, l'écart est encore plus grand : 88 % des jeunes arrêtés pour « *infractions sécuritaires* » étaient des « non-Juifs » (86 % pour les mineurs arrêtés pour délits physiques).⁸⁷ Quant au nombre de personnes sous la garde du service pénitentiaire israélien, la même conclusion s'impose en ce qui concerne le nombre d'« Arabes » : alors qu'ils ne représentent que 20 % de la population, le nombre d'« Arabes » détenus est plus du double de celui de Juifs. Les chiffres concernant le nombre de détenus mineurs d'âge sont encore plus explicites⁸⁸ :

« Parmi les délinquants juvéniles, les écarts sont encore plus sidérants : sur 281 mineurs d'âge détenus par l'IPS, seulement 100 sont juifs, 160 sont arabes et les "autres" comprennent 21 détenus. Si nous prenons en compte le nombre de mineurs d'âge palestiniens en détention provisoire en Israël (511, selon B'Tselem), la proportion de détenus juifs retombe à un petit 13 pour 100. »

En effet, bien que citoyens, les Palestiniens d'Israël (appelés par le régime les « Arabes israéliens ») doivent régulièrement subir des actes de violence policière racistes et discriminatoires, tels que : arrestations arbitraires, y compris de mineurs d'âge (même un

86 Il est vrai que, par souci de réaliser des économies, un processus de privatisation est en cours afin de, par exemple, pourvoir les check-points en effectifs. Ces « *gardes sécuritaires* » civils, toutefois, ont la gâchette aussi facile que les militaires et la police des frontières. Voir par exemple: « *Court drops charges against Israeli security guards over killing of Palestinian siblings'* (Le tribunal laisse tomber les accusations contre les gardes sécuritaires qui ont tué les enfants d'une famille palestinienne) (Ma'an, 27 octobre 2016) : <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=773744> .

87 Noam Rotem, « *60 % of people arrested by Israeli police are 'non-Jews'* » (60 % des personnes arrêtées par la police israélienne sont des non-Juifs) (+972, 1^{er} juin 2016), <http://972mag.com/60-of-people-arrested-by-israeli-police-are-non-jews/119696/>.

88 Noam Rotem, « *In the Jewish state, most prisoners are Arabs* » (Dans l'État juif, la plupart des détenus sont des Arabes) (+972, 2 septembre 2016), <http://972mag.com/in-the-jewish-state-most-prisoners-are-arabs/121686/>.

enfant de 9 ans, en une occasion), arrestations préventives de militants, brutalités physiques et agression armée contre toute personne qui proteste.⁸⁹ Comme le dénonce Adalah, le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël⁹⁰ :

« Parmi les actes brutaux et répressifs commis par la police israélienne à l'encontre des citoyens et résidents palestiniens d'Israël figurent les arrestations arbitraires de mineurs d'âge : "arrestations préventives" de militants / organisateurs de protestations afin de faire échouer les manifestations ; arrestations de proches de militants afin de les mettre sous pression ; et extrême violence physique à l'encontre des protestataires et, en particulier, des Palestiniens de Jérusalem-Est. »

Selon la loi israélienne les Palestiniens qui vivent en Israël doivent être traités comme les juifs d'Israël. Néanmoins, une fois incarcérés, les palestiniens qui ont la nationalité israélienne sont détenus avec les prisonniers de la Cisjordanie dans les mêmes conditions qu'eux (voir le chapitre suivant).⁹¹

La détention dite « administrative », est depuis des décennies infligée par l'armée aux Palestiniens vivant en Cisjordanie (voir plus loin). Plus récemment, toutefois, elle a été également imposée à des citoyens palestiniens d'Israël. Selon les données, cette mesure punitive a fait un saut de zéro en 2014 à 20 ordres l'année passée. Le plus grand nombre a été ordonné contre des citoyens palestiniens.⁹²

En Cisjordanie les Palestiniens sont soumis à la loi martiale, c'est-à-dire à des ordonnances militaires, cela au contraire des colons juifs qui, tout en vivant dans le même territoire, relèvent du droit civil israélien.⁹³ Dans le cadre de ce système d'apartheid, plus

89 Voir Natasha Roth, “You can never know what weapons police are using in Israel” (Vous ne pouvez savoir à aucun moment le genre d'armes que la police utilise en Israël) (+972, 17 mars 2016): <http://972mag.com/you-can-never-know-what-weapons-police-are-using-in-israel/117913/>, sur base du rapport « *Lethal in Disguise – The Health Consequences of Crowd Control Weapons* » (La mort sous déguisement : Conséquences pour la santé des armes de contrôle des masses) (2016, 104 p.), entre autres, par Physicians for Human Rights.

90 Par exemple, « *Israeli police acting above the law, taking brutal measures to suppress legitimate protest of Palestinian citizens of Israel* » (La police israélienne agit au-dessus des lois en prenant des mesures brutales en vue de réprimer les protestations légitimes des citoyens palestiniens d'Israël), (Adalah, 11 octobre 2015).

91 Voir: « *Palestiniens d'Israël, des détenus à part* » (Plateforme Palestine, déc 14, 2016): via <http://plateforme-palestine.org/Palestiniens-d-Israel-des-detenus-a-part-4796> .

92 Charlotte Silver, “*Israel seeks greater use of detention without trial*” (Israël cherche d'élargir l'emploi de la détention sans procès) (The Electronic Intifada, 2 Nov 2016), <https://electronicintifada.net/blogs/charlotte-silver/israel-seeks-greater-use-detention-without-trial>.

93 Depuis 1967 environ 1.700 ordonnances militaires ont été proclamées. À propos du système juridique militaire, voir le rapport de B'Tselem, « *Presumed Guilty : Remand in Custody by Military Courts in the West Bank* » (Présumé coupable : La mise en détention préventive par les tribunaux militaires en Cisjordanie) (juin 2015), consulté le 24 octobre 2016.

spécialement l'Ordonnance militaire 101 joue un rôle central. Elle rend punissable quasiment toute participation à des activités politiques et sociales. L'État hébreu nie le droit des Palestiniens à ne serait-ce que de résister pacifiquement à l'occupation et aux humiliations quotidiennes. Il stigmatise et poursuit toute forme de résistance comme s'il s'agissait de « *terrorisme* ». Si la résistance est associée à une forme de violence ou même non-violente, la personne concernée – même s'il s'agit d'un enfant⁹⁴ – est très souvent « tout simplement » abattue, soit par un soldat soit par un agent de la Police des frontières.⁹⁵ Un exemple de victime de l'arbitraire meurtrier : Mustafa Nimir a été abattu dans sa voiture, alors qu'il retournait chez lui avec de la nourriture et des vêtements pour bébé.⁹⁶ Avec l' « *Intifada des jeunes* » (dans les média : « *Intifada des couteaux* »), entre le 1^{er} octobre 2015 et le 30 septembre 2016, 274 personnes ont été tuées, dont 235 de Palestiniens (enfants inclus) et 34 d'Israéliens.⁹⁷

Pour un habitant palestinien de la Cisjordanie, qu'il soit majeur ou mineur – par définition, quelqu'un sans droit et sans défense –, il n'en faut pas grand-chose pour être arrêté et se retrouver en prison : se comporter de façon suspecte ou se permettre une remarque à un check-point ou à un blocage routier, ou simplement se permettre de rire ;⁹⁸ se trouver au mauvais endroit au mauvais moment ; être membre d'un parti politique⁹⁹ ou d'une organisation religieuse qui déplaît à Israël ; participer à des activités syndicales ; s'opposer à la politique d'occupation et à ses innombrables ordonnances, laisser-passes, couvre-feux,

94 Cette année-ci les forces israéliennes ont déjà tué au moins 57 enfants palestiniens dans le cadre de ce qui apparaît être une politique de « *tirer pour tuer* » en réponse à des alléguées attaques. Tout récemment : « *Five days, four children shot dead* » (En cinq jours, quatre enfants tués par balles), (DCI-P, 22 septembre 2016) via http://www.dci-palestine.org/five_days_four_children_shot_dead (consulté le 24 septembre 2016).

95 Ainsi l'homicide capté sur vidéo à Hébron d'Abdel Fattah al-Sharif alors qu'il était sans défense, par le médecin (« *auxiliaire médical* ») Elor Azaria, en mars dernier. Voir : « *UN : Israel's execution of wounded Palestinian gruesome, immoral, unjust* » (ONU : L'exécution par Israël du Palestinien blessé était cruelle, immorale et injuste), Ma'an, 25 mars 2016: <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=770839> (consulté le 21 septembre 2016).

96 <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=773009> (Ma'an News Agency, 5 septembre 2016). Voir Ariyana Love : « *85 Percent of Palestinians Killed by Israel were Extrajudicially Executed* » (85 pour 100 des Palestiniens tués par Israël ont été exécutés extrajudiciairement) (Middle East Rising, 24 janvier 2016), via <http://www.middleeastrising.com/85-percent-of-palestinians-killed-by-israel-were-extra-judicially-executed/>.

97 Voir le rapport bien documenté de Chloe Benoist, « *Death in numbers: A year of violence in the occupied Palestinian territory and Israel* » (La mort en chiffres: Une année de violence en Territoire palestinien occupé et en Israël) (Ma'an, Oct 4, 2016) via <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=773407>.

98 Lori Rudolph, « *In Tel Rumeida you can be arrested for laughing* » (À Tel Rumeida il suffit de rire pour que l'on soit arrêté) (Mondoweiss, Nov 1, 2016), <http://mondoweiss.net/2016/11/rumeida-arrested-laughing/>.

99 Tous les partis politiques palestiniens sont criminalisés par les autorités israéliennes et sont considérés comme étant des organisations illégales.

etc. ; agiter un drapeau ; imprimer du matériel politique et le diffuser ; être tout simplement actif socialement et/ou culturellement ou, motif de plus en plus récurrent, avoir une présence critique sur Facebook et d'autres médias sociaux.¹⁰⁰

Les centaines de check-points, plus spécialement, méritent une mention spéciale. Permanents, provisoires, volants, mobiles ou saisonniers,... ils découpent la Cisjordanie en une multitude embrouillée d'entités séparées et provoquent un fractionnement désastreux du territoire palestinien. Tout en ôtant aux Palestiniens leur liberté de mouvement et de contrôle de leur vie, ils sont aussi des lieux de leur humiliation et déshumanisation, tout cela avec pour but de rendre leur vie journalière misérable et de briser leur vie sociale. Même une ville, Al-Khalil (Hébron), peut être fragmentée par 17 points de contrôle :

*« La logique officielle des « raisons de sécurité » pour la mise en œuvre de ce régime de check-point semble futile. Si les soldats sont endormis aux postes de contrôle, ignorant leur environnement, comment maintiennent-ils réellement la sécurité? Au lieu de cela, les postes de contrôle servent à la fragmentation et à l'humiliation. Ils mènent à la fragmentation des quartiers civils palestiniens: divisant les quartiers de la même ville les uns des autres par des postes de contrôle cloisonnés, séparant les familles du travail, des écoles, des soins médicaux, des nécessités de base comme le gaz de cuisson ou un paquet de riz. En outre, les postes de contrôle perpétuent l'humiliation trop commune de civils palestiniens par les forces israéliennes ».*¹⁰¹

Il existe une centaine de types de permis de circulation différents, faisant du point de passage un endroit où se fabrique la différenciation sociale entre les Palestiniens. En plus des tracasseries administratives (les permis p.ex. accordés à un village peuvent être retirés à tout moment, comme une punition collective), ils donnent aux soldats et agents l'occasion de donner libre cours à des sentiments et comportements racistes, de se livrer à des

100 Voir, par exemple, la condamnation, pour « incitation » sur Facebook, de l'astrophysicien et professeur Imad Barghouti, de l'Université Al-Quds : <http://samidoun.net/2016/10/palestinian-astrophysicist-imad-barghouthi-sentenced-to-7-months-imprisonment/> . Le Ministère public a retenu comme preuves le nombre de « j'aime » et de « je partage ». Récemment, il vient d'être mis en liberté, suite à une campagne internationale. La poétesse Doreen Tatour, par ailleurs, a été mise en accusation pour « incitation » et soutien à une organisation terroriste en raison d'un poème qu'elle a publié dans les médias sociaux (YouTube). Voir : « 200 Israeli cultural icons call to release Palestinian poet under house arrest » (200 personnalités israéliennes du monde de la culture réclament la libération de la poétesse palestinienne en résidence surveillée) (+972, 22 octobre 2016), via <http://972mag.com/200-israeli-cultural-icons-call-to-release-palestinian-poet-under-house-arrest/122753/> .

101 “The checkpoint regime: Israel and the fragmentation of Palestinian society” (Le régime des check-points: Israël et la fragmentation de la société palestinienne) (International Solidarity Movement, 31 janvier, 2017), via: <https://palsolidarity.org/2017/01/the-checkpoint-regime-israel-and-the-fragmentation-of-palestinian-society> .

brutalités et agressions, de faire des arrestations arbitraires, et même de tuer des gens. Nous citons le professeur El Sakka :¹⁰²

« L'ouverture des grilles tient au bon vouloir du soldat de service. Outre les humiliations systématiques et permanentes, les Palestiniens peuvent être sur leur terre soumis à toutes sortes d'interrogatoires. Tout peut arriver : recevoir des coups parce que votre tête ne revient pas au militaire de faction, une garde à vue, une arrestation. L'attente peut durer cinq minutes ou des heures. Tout est susceptible d'être remis en cause : visite, rendez-vous, emploi, liberté... et parfois même la vie. »

Le système bureaucratique israélien de permis et contrôles, avec ses complications et violations dont les Palestiniens sont victimes, a été comparé au *Group Areas Act* (1950) implémenté en Afrique du Sud sous le régime d'Apartheid. Il ne faut pas dès lors s'étonner que la révolte des jeunes depuis octobre 2015 a été centrée sur les check-points.

La discrimination vis-à-vis des Palestiniens sur le plan de la politique israélienne des poursuites se retrouve lorsque ils sont victimes de la violence des colons, soldats ou gendarmes. Comme cela a déjà été constaté à maintes reprises par des activistes de l'organisation israélienne des droits de l'homme, *Yesh Din*, l'armée, bien que chargée du maintien de « *la loi et l'ordre* » en Cisjordanie, ferme les yeux lorsque des colons commettent des actes de violence contre des Palestiniens : violence physique, destructions d'oliveraies, de serres, de réservoirs d'eau, etc., terroriser des enfants en route vers l'école, etc.¹⁰³ En même temps, porter plainte en tant que Palestinien, en votre qualité de victime, s'avère presque toujours être peine perdue :

« Selon des statistiques officielles, les plaintes portées par des Palestiniens en Cisjordanie (contre des colons) n'ont une chance d'être investiguées effectivement que d' 1,9 %, un suspect étant alors identifié, poursuivi en justice et condamné. Ce

102 Abaher El Sakka (Birzeit Univ.), "*La cérémonie de l'humiliation*" (Le Monde Diplomatique, sept 2015, via (intro): http://www.monde-diplomatique.fr/2015/09/EL_SAKKA/53684 (consulté le 11 novembre 2016). Aussi : "*Interview: experiences from dealing with the check-points*" (Stop the Wall, Oct 31, 2013) (Expériences de la fréquentation des check-points), via <http://www.stopthewall.org/interview-experiences-dealing-check-points>.

103 « *Standing Idly By : IDF soldiers' inaction in the face of offenses perpetrated by Israelis against Palestinians in the West Bank* » (Présents sans rien faire : L'inaction des militaires des FDI face aux agressions commises par les Israéliens sur les Palestiniens en Cisjordanie), (Yesh Din, 21 janvier 2015). Un exemple : "*We will kill you! : Israeli settlers attack Palestinians harvesting olives*" ("Nous vous tuerons! Des colons israéliens attaquent des cultivateurs Palestiniens récoltant des olives) (Mondoweiss, 14 novembre 2016), via <http://mondoweiss.net/2016/11/settlers-palestinians-harvesting/> .

chiffre suscite de soucis sérieux quant aux prétentions d'Israël de faire respecter effectivement la loi dans les Territoires occupés ». ¹⁰⁴

Et l'on ne sera pas étonné que, par crainte également de la répression, les Palestiniens renoncent très souvent à porter plainte. ¹⁰⁵ En général, quand il s'agit de dommages corporels ou matériels subis par la violence de la part de la police ou de l'armée, Israël a imposé de nombreux obstacles pour décourager les Palestiniens d'aller au tribunal. Selon Jamil Dakwar, un ancien avocat auprès d'Adalah, les Palestiniens sont confrontés à « *un modèle où le système judiciaire israélien est devenu un autre bras de l'occupation, approuvant les pires politiques de l'armée israélienne depuis 1967* ». ¹⁰⁶

Un motif récurrent de graves violences et d'arrestations réside dans les manifestations, tant en Cisjordanie qu'aux clôtures de la bande de Gaza. ¹⁰⁷ Outre d'autres droits, la population palestinienne se voit également refuser celui de manifester et protester. À l'instar de la police à l'intérieur même d'Israël, l'armée et la Police des frontières interviennent elles aussi de façon particulièrement musclée contre les manifestants dans les Territoires occupés. En sus de l'utilisation d'armes « *moins létales* » de contrôle de foule (« *less lethal* » *crowd control*) – dont il s'avère régulièrement qu'elles sont bel et bien mortelles, surtout pour les enfants ¹⁰⁸ –, des armes à balles, revêtues de caoutchouc ou pas, sont

104 “UN Committee against Torture reviews Israel, concluding observations to be published on 13 May 2016” (La Commission de l'ONU contre la Torture examine Israël, observations finales qui seront publiées le 13 mai 2016). Aussi: Yesh Din, une fois encore, sur base de sa propre enquête : « *Data Sheet October 2015 : law enforcement on Israeli citizens who harm Palestinians and their property in the West Bank* » (Relevé de données, octobre 2015 : L'application de la loi à des citoyens israéliens qui s'en prennent aux Palestiniens et à leurs biens en Cisjordanie) (27 octobre 2015). Voir également le rapport de B'Tselem : « *The Occupation's Fig Leaf : Israel's Military Law Enforcement System as a Whitewash Mechanism* » (La feuille de vigne sur l'occupation : Le système d'application de la loi martiale israélienne en tant que mécanisme de blanchiment) (mai 2016).

105 « *Avoiding complaining to police: facts and figures on Palestinian victims of offenses who decide not to file complaints with the police* » (On évite de se plaindre auprès de la police : Faits et chiffres concernant les victimes palestiniennes de délits qui décident de ne pas porter plainte à la police) (Yesh Din, 2 août 2016).

106 Charlotte Silver, “*Family of boy paralyzed by Israel sues for damages*” (La famille d'un garçon paralysé par Israël demande des dommages-intérêts) (The Electronic Intifada, 31 Jan 2017), via <https://electronicintifada.net/content/family-boy-paralyzed-israel-sues-damages/19381>.

107 “*Palestinian medical sources have reported that one Palestinian was killed on Friday evening, and three others were injured, after Israeli soldiers stationed across the border fence opened fire on Palestinian protesters in central Gaza and east of Gaza city*” (Des sources médicales palestiniennes ont reporté qu'un Palestinien a été tué, vendredi soir, et que trois autres ont été blessés en Gaza central et à l'est de la cité) (IMEMC, Nov 18, 2016), via <http://imemc.org/article/israeli-army-kills-one-palestinian-injures-three-others-in-gaza/>.

108 Voir, entre autres, le rapport de B'Tselem : « *Crowd Control. Israel's Use of Crowd Control Weapons in the West Bank* » (Contrôle des foules. Le recours par Israël à des armes de contrôle des

fréquemment employées, parfois par des snipers de l'armée.¹⁰⁹ En même temps, les forces d'occupation n'hésitent pas à réagir par des punitions collectives,¹¹⁰ par exemple un camp de réfugiés qui est aspergé de gaz lacrymogènes, avec des conséquences assez souvent mortelles pour les enfants et les personnes âgées ; aussi : arroser les gens et les maisons avec du « *Skunk Water* »,¹¹¹ etc.

La plupart des kidnappings ont lieu durant des raids nocturnes dans les villages, villes et camps de réfugiés.¹¹² Que ce soit ou pas sur des indications de la police secrète ou d'informateurs, des douzaines de soldats, le visage souvent couvert, ayant fait sauter la porte d'entrée font brusquement irruption dans une maison. Ils détruisent le mobilier et, ce qui n'est pas rare du tout, se livrent au pillage (p.ex. de mobiles, ordinateurs portables). Avec force cris et hurlements, ils tirent des hommes et/ou des enfants de leur lit, les menotent, leur couvrent la tête d'un bandeau ou d'un sac et, tout en les molestant, les embarquent, sur le plancher d'un jeep, pour une destination inconnue. Tout cela sans aucune explication, sans décision judiciaire.¹¹³ Comme le décrivent Gideon Levy et Alex Levac :

foules en Cisjordanie), janvier 2013. Récemment, aux barrières entourant Gaza, un adolescent palestinien a perdu la vie après avoir reçu une fusée éclairante en plein visage. Voir : Haggai Matar, « *IDF soldiers shoot flare at teen's face, killing him* » (Des militaires des FDI tirent une fusée dans le visage d'un adolescent, provoquant sa mort) (+972, 15 octobre) : <http://972mag.com/idf-soldiers-shoot-flare-at-teens-face-killing-him/122645/>.

109 Natasha Roth: "*Under Fire in the West Bank*" (Être tiré dessus en Cisjordanie) (London Review of Books, Jan 28, 2015) via: <http://www.lrb.co.uk/blog/2015/01/28/natasha-roth/under-fire-in-the-west-bank/> (c. Oct 30). Voir aussi: "*ACRI: End the Use of Dangerous New Bullets*" ("ACRI: Arrêtez l'utilisation de nouvelles balles dangereuses" (24 March, 2015), via <http://www.acri.org.il/en/2015/03/24/black-bullets/> .

110 « *International law prohibits the imposition of collective punishment in occupied territories. Art. 33 (1) of the 1949 Fourth Geneva Convention to which Israel is a party and which applies to occupied territories, provides that "no person may be punished for an offence he or she has not personally committed"* » (La législation internationale interdit l'application de punitions collectives dans les territoires occupés. L'article 33 (1) de la Quatrième Convention de Genève de 1949, dont Israël est partie et qui s'applique aux territoires occupés, stipule que '*nul ne peut être puni pour un délit qu'il ou elle n'a pas commis personnellement*'). Repris dans UNRWA, « *Statement on Hebron Closures* » (Déclaration sur les blocages à Hébron), 25 juillet 2016.

111 Le "*Skunk (Water)*" est une invention israélienne : il s'agit d'eaux d'égout « enrichies » de produits chimiques, produisant une puanteur insupportable qui ne se laisse pas enlever pendant des jours.

112 Par exemple, « *According to UN documentation, the Israeli army carried out 186 detention raids from Sept. 6 to 19* » (Selon les informations collectées par l'ONU, l'armée israélienne a effectué 186 raids d'arrestation du 6 au 19 septembre) (Ma'an, 16 octobre 2016): « *Israeli forces detain 20 in predawn military raids across occupied West Bank* » (Les forces israéliennes arrêtent 20 personnes au cours de raids militaires effectués avant l'aube en Cisjordanie occupée), via <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=773586>.

113 "*State of Jenin: A Palestinian Refugee Camp Raided by Israeli Troops Night After Night*" ("L'État de Jenin: un camp palestinien de réfugiés sous les raids par des soldats israéliens, nuit après

"C'est un type d'anxiété qu'aucun civil israélien ne connaît: les nuits où le sommeil est entaché par le bruit des soldats qui se déplacent, des coups de feu, des véhicules blindés à l'extérieur de la fenêtre, des grenades et des explosifs dans une allée adjacente. Nuit après nuit. Des soldats qui assaillent la maison avec acharnement, après avoir fait sauter la porte d'entrée. Des enfants qui se réveillent en effroi à la vue de personnages masqués et lourdement armés lors d'enlèvements mortels appelés euphémiquement "arrestations".

Des centaines de milliers de personnes vivent constamment dans la terreur. Du point de vue des agents de polices et soldats, causer ce genre de terreur nocturne n'est qu'une question de « routine » (excitante, il est vrai).¹¹⁴ L'objectif d'une telle pratique infâme est clair :

*« Les arrestations nocturnes terrifient, menacent et intimident les familles et les communautés palestiniennes partout en Cisjordanie occupée, particulièrement celles qui organisent des marches de protestation hebdomadaires ou qui se trouvent tout près de colonies illégales juives. Kidnapper des enfants de leur maison au milieu de la nuit, les brutaliser pendant la détention et l'interrogatoire, et les poursuivre en justice devant un tribunal militaire qui manque des garanties fondamentales d'un procès équitable, tout cela contribue à étouffer toute dissidence et à contrôler une population occupée ».*¹¹⁵

Le même objectif de terroriser la population, est servi, mais de façon encore plus excessive, par les exercices militaires à grande échelle, non-annoncés: avec de l'infanterie, chars d'assaut, hélicoptères de combat, des grenades assourdissantes, tirs à balles, etc...., tout cela, nuit ou jours, au milieu d'un village ou une ville. ¹¹⁶

nuit) (Haaretz, Feb 10, 2017), via <http://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.770743> . Voir aussi Gideon Levy : « *Bonjour du compte Twitter de l'armée israélienne* » (Investig'Action, 15 novembre 2016) via <http://www.investigaction.net/bonjour-du-compte-twitter-de-larmee-israelienne/> .

114 Pour une journée « normale », par exemple : « *After Kidnapping 20 In Jerusalem, Army Kidnaps Six Palestinians Several Parts Of The West Bank* » (Après avoir kidnappé 20 Palestiniens à Jérusalem, l'armée en kidnappe six autres dans divers endroits de la Cisjordanie) (IMEMC, 23 octobre 2016), <http://imemc.org/article/after-kidnapping-21-in-jerusalem-army-kidnaps-six-palestinians-several-parts-of-the-west-bank/> .

115 Le rapport de *Defense for Children International - Palestine* : “*No way to treat a child* ” (Pas de manière pour traiter un enfant), p. 28. Le même objectif, visant à « *faire sentir aux Palestiniens que nous sommes là, de manière à les apeurer* », est servi pas l'organisation régulière d'exercices militaires, non annoncés, avec tout ce que cela implique - de l'infanterie, des chars, des hélicoptères, etc., avec toute leur puissance de feu en pleine action - au milieu des villages et villes palestiniens. Voir : Shay Davidovich, “*For Israeli soldiers, some Palestinians are little more than props*” (Pour les soldats israéliens certains Palestiniens ne sont pas plus que des accessoires), +972, 3 novembre, 2013, via <http://972mag.com/for-israeli-soldiers-palestinians-are-little-more-than-props/81381/> (consulté le 19 novembre 2016).

116 Shay Davidovich, “*For Israeli soldiers, some Palestinians are little more than props*” (Pour les soldats israéliens certains Palestiniens ne sont pas plus que des accessoires de théâtre)

Les enfants, en particulier, sont de plus en plus ciblés par les forces de l'ordre :

*« Le ciblage systématique des Palestiniens, et particulièrement des jeunes, par les forces militaires israéliennes dans les territoires palestiniens occupés (TPO) s'est intensifié depuis le début 2016. Ce ciblage a pris la forme de blessures et d'exécutions arbitraires via l'usage par l'armée israélienne de balles réelles dans un contexte de campagne d'arrestations, de razzias militaires et de perquisitions un peu partout, ce qui, généralement, se solde par des heurts. L'enquête préliminaire menée par le Centre de ressources pour les droits de résidence et ceux des réfugiés (BADIL) montre bien que ces actions s'inscrivent dans une politique israélienne qui constitue une violation grave des lois internationales et qui pourrait équivaloir à un crime international. »*¹¹⁷

Une catégorie à part, parmi les prisonniers (y inclus des enfants), est celle des « *détenus administratifs* ». Elle est basée sur l'Article 285 de l'Ordonnance militaire 1651. La section 'Documentation' d'Addameer a calculé que depuis le 1^{er} janvier 2016 et le 30 novembre 2016 1.586 ordres de détention administrative ont été issus, dont 588 étaient d'ordres nouveaux et 998 de renouvelés. Dans le mois de novembre les autorités d'occupation ont promulgué 111 de tels ordres, dont 32 nouveaux et 79 renouvelés.¹¹⁸

Il s'agit d'incarcérations pour des « *raisons sécuritaires* », à la base de soi-disant informations secrètes, sans accusation ni procès et, partant, sans possibilité de se défendre devant un juge.¹¹⁹ Remontant au Mandat britannique (où il s'agissait d'une mesure

(+972, Nov 3, 2013), via <http://972mag.com/for-israeli-soldiers-palestinians-are-little-more-than-props/81381/>

117 Badil – Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights (Centre de ressources pour les droits de résidence et ceux des réfugiés) (23 août 2016) : « *Israeli forces targeting Palestinian youth in the West Bank* » (Les forces israéliennes ciblent les jeunes Palestiniens en Cisjordanie), via <http://badil.org/en/publication/press-releases/77-2016/4629-pr-en-230816-37.html>. P.ex. Gideon Levy & Alex Levac: "An Israeli Army Tactic: Intimidating Palestinian Children in the Night" (Une tactique de l'armée israélienne : intimider des enfants palestiniens pendant la nuit) (Haaretz, Jan 12, 2017) via <http://www.haaretz.com/israel-news/premium-1.764648>.

118 Addameer: « *Israeli Forces Issue 1586 Administrative Detention Orders Since January 2016* » (Les forces israéliennes ont promulgué 1 586 ordres de détention administrative depuis janvier 2016) (nov 30, 2016) via <http://www.addameer.org/news/israeli-forces-issue-1586-administrative-detention-orders-january-2016>. Récemment : "Israel issues 35 administrative detention orders against Palestinians" (Israël émet 35 ordonnances de détention administrative contre des Palestiniens ") (Ma'an, Jan 31), via <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=775223> (entre 18-31 Jan).

119 Talal Jabari, « *Administrative detention : 'Because I said so' ruling* » (La détention administrative: La règle du « puisque j'ai dit que ce serait ainsi ») (+972, 14 août, 2016) via : <http://972mag.com/administrative-detention-because-i-said-so-ruling/110377/> (c. le 3 oct 2016).

exceptionnelle), la « *détention administrative* » a été transformée par l'État israélien en une politique punitive et répressive centrale. Tout en étant une forme de tactique de guerre psychologique contre les prisonniers et leurs familles, elle vise une érosion plus profonde encore de la vie sociale, politique et culturelle des Palestiniens.¹²⁰ À maintes reprises déjà elle a été critiquée par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.¹²¹ L'arbitraire ici est total : la période prévue de 6 mois peut être prolongée coup après coup sans notification des motifs de l'arrestation (la plus longue détention « *administrative* » jusqu'à présent a duré 10 ans) et, bien souvent, les gens sont de nouveau arrêtés après avoir été libérés.¹²² Elle induit chez le prisonnier des sentiments de délaissement complet et de manque de contrôle ; il vit dans un état permanent d'attente : l'attente de sa mise en liberté, toujours différée, de sa réunification avec sa famille... Aussi cette forme de terreur provoque-t-elle de graves souffrances mentales et psychiques.¹²³ Nul ne s'étonnera dans ce cas qu'un grand nombre de détenus entament des grèves de la faim.

« *Ils entament une grève de faim comme un type en dernier ressort de protestation politique et de visibilité à l'encontre d'être réduit à ce que le philosophe Giorgio Agamben a appelé « la vie toute nue » (marginalisée et dénuée de valeur politique) ».*¹²⁴

Bref, l'État hébreu exerce un contrôle total sur les existences palestiniennes. Elle peut arrêter n'importe quel Palestinien quand elle l'entend, qu'une plainte ait été introduite ou pas. Précisément en raison de ce contrôle total par l'occupant colonial et, par conséquent,

120 Par exemple, Faisal Mohammad Abu Sakha, clown et entraîneur à la *Palestinian Circus School*, a été arrêté alors qu'il se rendait à son travail, et placé en détention « *administrative* » ; malgré des protestations internationales à grande échelle, sa détention a été prolongée de six mois à la mi-juin. D'après la Croix-Rouge, il est détenu à la prison de Megiddo, en territoire israélien.

121 Voir par exemple : ONU : « *Israel's use of administrative detention against Palestinians draws concern of UN rights office* » (Le recours par Israël à la détention administrative contre les Palestiniens suscite l'inquiétude du bureau des droits de l'ONU) (10 avril 2015).

122 Un cas notoire : celui du leader politique Bilal Kayed. Au moment qu'il devait quitter la prison, après 14,5 ans d'emprisonnement, il a été mis en détention administrative (13 juin 2016). Après une grève de faim de 71 jours, il vient d'être libéré aujourd'hui, le 12 décembre.

123 Voir le rapport d'Addameer : « *Induced Desperation: The Psychological Torture of Administrative Detention* » (Le désespoir provoqué : La torture psychologique de la détention administrative) (26 juin 2016). Voir maintenant aussi le film d'Addameer : "*Life on Hold: The Policy of Administrative Detention*," (Une vie stoppée: La politique de la détention administrative) : <https://www.youtube.com/watch?v=gpu875Zpkto>.

124 Voir aussi : « *When Hunger is the Only Option* » (Quand la faim est la seule option) (Budour Youssef Hassan, *The Electronic Intifada*, 6 octobre 2016), via <https://electronicintifada.net/content/when-hunger-only-option/18166>.

en raison de la privation de tout droit à l'autodétermination, une historienne israélienne a associé les conditions de vie des Palestiniens à des conditions d'esclavage :¹²⁵

« Si nous nous demandons de manière sociologique de quelle sorte de vie il s'agit, nous sommes forcés d'observer qu'une large quantité de Palestiniens vivent sous des conditions dans lesquelles leur liberté, leur honneur, leur intégrité physique, leur capacité de travailler, d'acquérir une propriété, de se marier, et, plus en général, de nourrir des projets pour l'avenir, sont aliénés par leur maîtres israéliens. Il est impossible d'appeler ces conditions autrement que comme des conditions d'esclavage ».

Le ministère palestinien des Affaires des prisonniers affirme qu'entre 1967 et 2012 quelque 800 000 personnes ont été arrêtées et emprisonnées, ce qui représente environ 40 % de la population masculine totale. Il s'ensuit que chaque famille palestinienne ou presque a été confrontée à l'emprisonnement d'au moins un de ses membres, avec toute la désorganisation et le désarroi qui en résultent (perte du chef de famille, de la principale source de salaire, d'un être aimé, d'un enfant...). Il n'est pas exceptionnel qu'après l'arrestation d'un suspect, une peine collective soit infligée à sa famille, son village ou son camp : par exemple, la démolition de la maison familiale, la fermeture des voies d'accès à un village ou à un camp, le retrait des permis de travail, etc.

PS Dans le cadre de ce dossier, nous ne pouvons pas traiter le sujet plus à fond, mais il va de soi que la politique israélienne de répression et persécution du peuple palestinien a des conséquences particulières pour la population israélienne elle-même, p.ex. en ce qui concerne leur identité morale et leur image de soi. L'écrivain Nir Baram – il est appelé le « *nouveau Grossman* » - affirma tout récemment :¹²⁶

“Il ne faut sûrement pas prendre Israël comme exemple. Israël est devenu une société de geôliers, entourée d'un mur qui en a fait le plus grand ghetto du monde”.

5. Régime carcéral et interrogatoire

Les Palestiniens, adultes et enfants, vivant en Cisjordanie sont confrontés de manière continue à un système de persécution qui leur dénie leurs droits fondamentaux. Ce système comprend un réseau de bases militaires, centres de détention et d'interrogatoire et de

125 Voir Eva Illouz, « *47 Years a Slave: A New Perspective on the Occupation* » (Esclave pendant 47 ans : Une nouvelle perspective sur l'occupation) (*Haaretz*, 7 février 2014): <http://www.haaretz.com/israel-news/premium-1.572880> .

126 Dans un article dans le journal *De Tijd*, du 3 décembre 2016, « *Israël is een samenleving van cipiers geworden* » (Israël est devenu une société de geôliers).

bureaux de police en Cisjordanie, à Jérusalem Est et en Israël. Certaines de ces facilités se trouvent aussi à l'intérieur des colonies.¹²⁷

La maltraitance commence dès l'arrestation (voir plus haut). Après avoir été condamnés par un tribunal militaire (dans le cas des mineurs : par un tribunal militaire juvénile),¹²⁸ dans un premier temps les prisonniers sont victimes d'un régime de violences et même de tortures dans un centre de détention militaire.¹²⁹ Après, la plupart d'eux sont déportés vers des prisons de l'IPS (*Israel Prison Service*) en Israël. Les visites de parents ou de proches, ou encore d'un avocat de Cisjordanie – auxquelles ils ont droit – sont de ce fait pratiquement impossibles (il est difficile d'obtenir des permis spéciaux afin de pouvoir entrer en Israël). Du point de vue du droit international, avec le transfert forcé vers le territoire de l'occupant il s'agit d'une infraction particulièrement grave, inscrite dans la Quatrième Convention de Genève (articles 49, 76 et 147). Le récent (2002) Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale (art. 8) parle dans ce cas de crime de guerre.

Statistiques : Fin avril de 2016, d'après B'Tselem, organisation israélienne des droits de l'homme, 6 293 Palestiniens étaient emprisonnés pour des raisons « politiques » dans les prisons de l'IPS ; 414 d'entre eux étaient des mineurs d'âge (entre 11 et 17 ans)¹³⁰ ; 334 étaient originaires de la bande de Gaza ; 749 autres étaient emprisonnés pour présence illégale en Israël.¹³¹ L'écrasante majorité (81 %) des détenus en provenance de Cisjordanie et de Gaza sont étiquetés « *prisonniers sécuritaires* », pour les distinguer des simples « *détenus de droit commun* ». Ils restent privés des équipements pénitentiaires normaux, comme l'accès à l'enseignement, le droit à des conversations téléphoniques, à des visites familiales régulières, à un contrôle médical, à être traités comme des détenus politiques, etc.

127 Pour une carte reprenant toutes les prisons et centres de détention en Israël et en Cisjordanie, voir : <http://www.addameer.org/prisons-and-detention-centers> (consulté le 29 septembre 2016).

128 Les tribunaux ont un taux de condamnations de 99,7%.

129 Voir : Amnesty International, “*Israel and the Occupied Palestinian Territories: briefing to the Committee against Torture*” (septembre 2008) (Israël et les TPO: briefing au Comité contre la torture). Pour une liste de 20 types d'abus voir le rapport par Defense of Children International-Palestine : “*No way to treat a child* » (Pas de manière pour traiter un enfant), à la page 22.

130 La plainte habituelle concerne le jet de pierre, délit qui peut être puni de 20 ans d'emprisonnement.

131 « *Statistics on Palestinians in the custody of the Israeli security forces* » (Statistiques concernant les Palestiniens en garde à vue auprès des forces israéliennes de la sécurité), B'Tselem, 11 septembre 2016, et « *Statistics on Palestinian minors in the custody of the Israeli security forces* » (Statistiques concernant les Palestiniens mineurs d'âge en garde à vue auprès des forces israéliennes de la sécurité), B'Tselem, 9 septembre 2016. Voir également : « *Committee: More than 1,000 Palestinian minors detained by Israel in 2016 so far* » (D'après le comité, plus de 1000 mineurs d'âge palestiniens arrêtés par Israël en 2016, jusqu'à présent) (Ma'an, 24 septembre 2016) via <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=773281> (consulté le 25 septembre 2016).

Le régime auquel les détenus palestiniens sont soumis dans les prisons de l'IPS donne lieu à toute une série de mauvais traitements « d'usage » :¹³²

*« Les formes les plus récurrentes de maltraitance consistent toujours à frapper et à donner des coups de pied, à forcer le détenu à s'asseoir dans des positions douloureuses, à lui placer autour de la tête un sac imbibé d'urine, à le secouer avec violence, à le priver de sommeil, à l'injurier, à le menacer, à l'humilier et à ne pas répondre à ses besoins essentiels. L'enfermement solitaire de longue durée est un autre mode très fréquent de punition d'un détenu, qui est enfermé dans une cellule trop exigüe et uniquement pourvue d'un matelas et (éventuellement) d'une couverture. »*¹³³

Autres mesures qui rendent la vie insupportable pour les prisonniers : supprimer les visites de la famille ; supprimer l'accès à un téléphone ; des raids (par la *Masada*, c'est-à-dire les «*Forces Spéciales* » du Service pénitentiaire israélien) et des inspections nocturnes ; l'absence de soins médicaux ; la détérioration des conditions d'emprisonnement (à cause p.ex. d'une invasion d'insectes ou de rats, provoquant des éruptions contagieuses, ou l'absence d'un minimum de sanitaire adéquat) . Aussi : le tourment presque journalier de la « *borsa* » (la voiture cellulaire) durant le transfert répété d'un prisonnier à l'autre, ou durant le trajet à l'hôpital ou le tribunal, pendant lequel les prisonniers, menottés et détenus dans une chaise en métal, subissent des violences de la part des gardes de sécurité :¹³⁴ « *Les prisonniers y éprouvent une douleur atroce qui continue pendant des jours, surtout les enfants et les femmes* »¹³⁵ ...

En ce qui concerne plus spécialement la négligence médicale des autorités pénitentiaires, il va sans dire que ses victimes sont en premier lieu les prisonniers sévèrement blessés ou handicapés physiquement :¹³⁶

132 Voir : <http://palestijnsegevangenens.weebly.com/meer-info.html> (c. le 18 septembre 2016).

133 En ce qui concerne l'enfermement solitaire, il s'agit d'une politique systématique de punition. Voir le témoignage : « *Ici il y a plus de 20 prisonniers en enfermement solitaire, plusieurs d'entre eux pour une période de plus de trois années... En plus, pour beaucoup d'entre eux les visites familiales ont été supprimées, ce qui impose un isolement total du monde extérieur* » (Wael Jaghoub, IMEMC, Nov 1, 2016), <http://imemc.org/article/2017-the-year-of-prisoners-freedom-challenges-and-ideas-for-action/> .

134 Voir encore Wael Jaghoub (il est un dirigeant du Mouvement des prisonniers et est affilié au Front Populaire pour la Libération de la Palestine).

135 « *The 'Bosta', a journey of endless pain* » (La 'bosta': un voyage de douleur sans fin) (The Palestinian Information Center, Dec 18, 2016, via <https://english.palinfo.com/news/2016/12/18/The-Bosta-a-journey-of-endless-pain>

136 Voir : "Report: 32 disabled Palestinian prisoners face medical negligence in Israeli custody" (Rapport: 32 prisonniers palestiniens handicapés sont confrontés à de la négligence médicale en garde à vue israélienne) (Ma'an, Dec 4, 2016), via <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=774254> .

« Le porte-parole du Centre (d'études des prisonniers palestiniens), Riyad al-Ashqar, déclara que l'usage de la torture contre des prisonniers palestiniens avait augmenté dramatiquement le nombre de prisonniers handicapés, beaucoup d'eux souffrant d'handicaps permanents à la suite des blessures subies pendant d'interrogatoires violents ».

Actuellement, il est estimé qu'une soixantaine de femmes, y incluses 13 filles en dessous de l'âge de 18, sont incarcérées en Israël, la plupart d'elles dans les prisons de Hasharon et de Damon. Elles y sont victimes de conditions de détention inhumaines et de multiples formes de maltraitance et de violence ¹³⁷ :

« Les prisons de Hasharon et de Damon manquent toutes deux d'une approche sensible au genre et, à cet égard, les femmes détenues souffrent souvent de conditions d'emprisonnement sévères, parmi lesquelles la négligence médicale, le refus d'enseignement, le refus de visites familiales, y compris pour les mères avec de petits enfants, l'enfermement en isolement, des cellules surpeuplées souvent infestées d'insectes et de crasse et le manque de lumière naturelle. Les besoins personnels, sur le plan de la santé et de l'hygiène, sont rarement pris en charge par les autorités carcérales, même dans les cas impliquant la détention de femmes enceintes. De plus, la majorité des détenues palestiniennes sont soumises à l'une ou l'autre forme de torture psychologique et de maltraitance au cours de leur processus d'arrestation et de détention, y compris les diverses formes de violence sexuelle qui se produisent, tels coups, insultes, menaces, fouilles corporelles et harcèlement sexuel explicite. »

C'est particulièrement au cours des interrogatoires que les services de la police et de la sécurité se rendent systématiquement coupables d'abus : menaces de mort, mauvais traitements, humiliations, torture physique et mentale, etc., afin d'arracher aux prisonniers des aveux, des dénonciations, des informations, etc. En 1994, déjà, la Commission contre la torture de l'ONU recommandait *« que les procédures d'interrogation soient publiées dans leur entièreté de manière qu'elles soient transparentes et qu'il soit vérifiable qu'elles sont consistantes avec les normes de la Convention »*.¹³⁸ Dans le rapport (2014) d'Addameer à propos des violences infligées aux prisonniers palestiniens en détention en Israël nous lisons :¹³⁹

137 Addameer (janvier 2016) : *« Imprisonment of Women and Girls »* (Incarcération de femmes et de filles).

138 "Report of the Committee Against Torture" (Rapport de la Commission contre la torture) (1994), par. 170 (b).

139 Addameer, *« Annual Violations Report 2014 – Violations against Palestinian Prisoners in Israeli Detention »* (Rapport annuel 2014 sur les violations – Violations contre les prisonniers palestiniens en détention en Israël) (2015), Ch. 2, p. 35.

« Tortures et traitements cruels, inhumains et dégradants en cours d'interrogatoire. Systématiquement et à grande échelle, l'État occupant pratique divers types de torture psychologique et physique à l'égard des prisonniers palestiniens en tant que punition collective et quelles que soient les raisons de l'arrestation, l'âge ou la condition médicale. Il se sert de la torture en tant qu'outil pour arracher des renseignements aux prisonniers ou dans un effort pour les forcer à s'incriminer personnellement ou à incriminer d'autres personnes, ainsi qu'en tant qu'outil de répression. La politique de la torture appliquée par l'État occupant s'est traduite par la mort de deux prisonniers en 2014, suite aux tortures subies en cours d'interrogatoire, ou à des voies de fait de la part des forces spéciales. (...) La torture se poursuit dans les cachots réservés aux interrogatoires afin de pousser les prisonniers à révéler des informations et à faire des aveux. »

Cette année-ci, 2016, il n'y a toujours pas de changements dans la pratique de la torture, p.ex. par le Service de Sécurité Intérieure (en abrégé : Shabak ou Shin Bet)¹⁴⁰ :

*« La loi israélienne n'a toujours pas incorporé la torture comme un crime et la « défense par nécessité » est contraire à une interdiction absolue de la torture. Cela a comme résultat que la torture et le CIDT [le traitement cruel, inhumain et humiliant] continuent d'être pratiqués extensivement contre les Palestiniens, surtout dans le Territoire Palestinien Occupé ».*¹⁴¹

Le Shin Bet, dont le département des Affaires arabes est responsable pour les « activités de contre-terrorisme relatives aux Arabes », est mal famé et redouté pour l'usage systématique de la torture physique, du chantage¹⁴², des menaces et pour d'autres infractions aux droits de l'homme lors des interrogatoires.¹⁴³

140 Site Internet : <http://www.shabak.gov.il/english/Pages/homepage.aspx> (consulté le 18 septembre 2016). En compagnie de l'*Aman* (service de renseignements militaire) et du *Mossad* (service de renseignements à l'étranger), le Shin Bet forme la « communauté de renseignements » en Israël. Les tâches du Shin Bet comprennent : « découvrir les cercles terroristes, interroger les suspects de terrorisme, fournir des renseignements pour les opérations antiterrorisme en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ». Voir « *The Shin Bet Gatekeepers* » (Les gardiens du Shin Bet), transcription du très édifiant documentaire, « *The Gatekeepers* », de Dror Moreth (2012), via <http://www.bacbi.be/pdf/TheGatekeepers.pdf> (consulté le 12 octobre 2016). Comme le déclare ouvertement Avraham Shalom, l'un des (six) anciens chefs du Shin Bet qui ont été interviewés : « Dans la guerre contre le terrorisme, oubliez toute morale. »

141 Adalah (5 mai 2016) : « *UN Committee against Torture reviews Israel, Concluding observations to be published on 13 May 2016* » (La Commission des Nations Unies contre la torture examine le cas d'Israël ; ses remarques conclusives seront publiées le 13 mai 2016). À comparer : la *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, art. 4 : « Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants » (cf. Israël prétend être un état européen et est traité comme tel).

142 Exemple fatal de chantage : « *"Palestinian teen in Gaza dies after refusing to serve as a collaborator for Israel in exchange for medical care"* (Un adolescent palestinien à Gaza meurt après

Le Shikma, le centre d'interrogatoire à Ashkelon, est tristement célèbre pour ses actes de maltraitance et de torture.¹⁴⁴ C'est l'un des centres où les détenus étiquetés « sécuritaires » – lisez : surtout palestiniens – sont interrogés par des opérateurs du Shin Bet :

*« Le système d'interrogatoire dans les installations de Shikma, comme le révèle ce rapport, contrevient à l'interdiction, dans les lois internationales, de la violence et de la torture, et il ne correspond pas à la définition du juge Barak d'une "enquête raisonnable". Il comprend le traitement dégradant, inhumain et cruel des détenus, leur occasionnant douleur et souffrance. Dans certains cas décrits dans ce rapport – particulièrement lorsque des mesures cruelles et brutales sont combinées, y compris la détention dans des conditions épouvantables – les détenus ont subi une souffrance et une douleurs extrêmes équivalant à de la torture ».*¹⁴⁵

PS. L'Autorité palestinienne (AP), le « sous-traitant » d'Israël qui, en Zone A des Territoires Occupés, jouit d'une autonomie très relative et consacre pas moins de 40 % de son budget à la « sécurité », n'échappe pas aux mêmes reproches. Ses services de sécurité interviennent de façon de plus en plus répressive contre les personnes émettant des critiques, contre les opposants, les journalistes, etc. En 2016 plus de 2 000 Palestiniens ont été arrêtés.¹⁴⁶ En plus il arrive régulièrement que des détenus soient gravement maltraités et torturés par les agents de la sécurité. Addameer mentionne des « actes de torture et de maltraitance qui exemplifient les techniques modernes de lynchage par le personnel du gouvernement . »¹⁴⁷

Inutile de dire que chez les enfants les effets traumatiques des mauvais traitements et de la torture sont plus dramatiques encore que chez les adultes. Sur ce plan, une attention particulière doit être requise au vu de l'augmentation inquiétante du nombre d'arrestations

avoir refusé de servir de collaborateur pour Israël en échange de soins médicaux) (Kate, Mondoweiss, Jan 24): <http://mondoweiss.net/2017/01/palestinian-condition-medical/> .

143 Voir par exemple Amnesty International, « *Israel and the Occupied Palestinian Territories : briefing to the Committee against Torture* » (Israël et les Territoires palestiniens occupés : informations à l'adresse de la Commission contre la torture) (2008, septembre).

144 Voir : « *Backed by the System: Abuse and Torture at the Shikma Interrogation Facility* » (Avec l'appui du système : Violence et torture à la section des interrogatoires de Shikma), rapport de B'Tselem et HaMoked, décembre 2015, avec le soutien de l'UE. Sur le rapport voir aussi : Ali Abunimah, « *Israel dismisses 1,000 complaints of torture* » (Israël rejette 1 000 plaintes de torture) (The Electronic Intifada, Dec 12, 2016), via <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israel-dismisses-1000-complaints-torture> .

145 Cf le même rapport, « *Backed by the System* », de B'Tselem et HaMoked, p. 56.

146 « *PA arrested more than 2000 Palestinians in 2016* » (En 2016 l'Autorité Palestinienne a arrêté plus de 2 000 Palestiniens) (MEMO, 4 janvier 2017), via <https://www.middleeastmonitor.com/20170104-pa-arrested-more-than-2000-palestinians-in-2016/>

147 Voir « *Addameer Condemns Beating to Death of Palestinian in PA Custody* » (Addameer condamne le tabassage à mort d'un Palestinien incarcéré par l'AP) (23 août 2016), via <http://www.addameer.org/news/addameer-condemns-beating-death-palestinian-pa-custody>.

et de lourdes peines d'emprisonnement pour les mineurs d'âge (qui, dans certains cas, ont à peine 12 ou 13 ans). En fait, l'application de très longues peines aux enfants palestiniens est une tendance croissante dans les tribunaux militaires et autres cours israéliens.¹⁴⁸ Les enfants palestiniens sont également incarcérés sans inculpation ni jugement en détention « administrative ». Selon le responsable de l'unité d'enquête de la Coalition des anciens détenus, 2 320 mineurs d'âge ont déjà été arrêtés depuis octobre 2015 et 400 sont toujours incarcérés.¹⁴⁹ Des équipements spéciaux pour les enfants, comme des structures d'enseignement, sont exceptionnels : l'IPS n'assure un enseignement limité que dans deux prisons : Megiddo et Rimonim.¹⁵⁰

Comme on peut le lire sur une fiche d'information de *Human Rights Watch* sur la maltraitance des enfants par la police israélienne :

« Alors que le nombre d'agressions par des enfants palestiniens est problématique, les forces de sécurité devraient se plier à la loi et traiter les détenus mineurs avec l'humanité et la dignité que méritent tous les enfants. »¹⁵¹

Généralement enfermés dans des conditions épouvantables et privés du droit à une aide juridique ou parentale, les détenus palestiniens mineurs d'âge sont également soumis à la violence verbale, psychique, physique et même sexuelle¹⁵² ainsi qu'à la torture au cours

148 P. ex. : « Ahmad Manasrah, jeune palestinien de 14 ans, condamné à 12 ans de prison par Israël » (Pour la Palestine, 11 novembre 2016), via <http://www.pourlapalestine.be/ahmad-manasrah-jeune-palestinien-de-14-ans-condamne-a-12-ans-de-prison-par-israel/>. Les enfants de 12 ans peuvent désormais être incarcérés, voir : « New Israeli law allows children as young as 12 to be jailed » (Defense for Children International – Palestine, 11 août 2016) (Une loi nouvelle permet d'incarcérer désormais des enfants dès l'âge de 12 ans): http://www.dci-palestine.org/new_israeli_law_allows_children_as_young_as_12_to_be_jailed.

149 « Israel Arrested 2,320 Palestinian Children since October 2015 » (Israël a arrêté 2 320 enfants palestiniens depuis octobre 2015) (*The Palestine Chronicle*, 6 août 2016), voir <http://www.palestinechronicle.com/israel-arrested-2320-palestinian-child-prisoners-since-october-2015/> (consulté le 5 septembre 2016).

150 Addameer, *Quarterly Newsletter* (Bulletin trimestriel), juillet-septembre 2016.

151 Human Rights Watch (11 avril 2160) : « Palestine: Israeli Police Abusing Detained Children. With Arrests Spiking, Growing Concern », (Palestine : La police israélienne brutalise des enfants emprisonnés. Vu le pic des arrestations, l'inquiétude croît) via <https://www.hrw.org/news/2016/04/11/palestine-israeli-police-abusing-detained-children>.

152 « Since 2009, there have been at least 20 cases of children alleging sexual abuse and threats by Israeli interrogators » (Depuis 2009, il y a eu au moins 20 cas d'enfants prétendant avoir subi des violences sexuelles et des menaces de la part des Israéliens qui les interrogeaient) (DCI-P, 8 mai 2013), via http://www.dci-palestine.org/israeli_man_in_police_uniform_sexually_abuses_two_palestinian_boys (consulté le 26 septembre 2016). Dans nombre de rapports, il est fait mention de « menaces de violence sexuelle » afin de pousser les enfants aux aveux, voir par exemple Addameer, février 2016 : « Imprisonment of Children » (Emprisonnement des enfants). En général, voir le rapport de B'Tselem, « Abuse and torture in interrogations of dozens of Palestinian minors in the Israel Police

d'interrogatoires interminables (pouvant même s'étaler sur 90 jours). Ils sont contraints de signer des aveux rédigés en hébreu, une langue qu'ils ne maîtrisent pour ainsi dire jamais.¹⁵³

La Convention internationale des droits de l'enfant (1989), pourtant signée par l'État hébreu, est donc systématiquement violée par les services de police, d'arrestation et de détention israéliens. Comme l'a constaté en 2013 la Commission des Nations Unies chargée de veiller au respect de la Convention¹⁵⁴ :

« La Commission exprime ses plus profondes inquiétudes à propos des rapports sur les pratiques de torture et de maltraitance d'enfants palestiniens arrêtés, poursuivis et emprisonnés par l'armée et la police et à propos de l'incapacité de l'État à mettre un terme à ces pratiques en dépit des inquiétudes récurrentes exprimées à ce propos par les corps du traité, les détenteurs de mandats pour les procédures spéciales et les institutions des Nations unies. La Commission note avec une profonde inquiétude que les enfants vivant dans les TPO continuent d'être :

(a) Systématiquement arrêtés au milieu de la nuit par des militaires hurlant leurs instructions à l'adresse de la famille et emmenés les mains menottées et les yeux bandés vers une destination inconnue sans avoir la possibilité de dire au revoir à leurs parents, qui savent rarement où leurs enfants ont été emmenés ;

(b) Systématiquement soumis à des violences physiques et verbales, à des humiliations, à des restrictions douloureuses, à avoir la tête et le visage couverts d'un sac, à des menaces de mort, de violence physique, d'agressions sexuelles contre eux-mêmes ou contre leurs proches, à un accès limité aux sanitaires, à la nourriture et à l'eau. Ce crimes sont perpétrés depuis le moment de l'arrestation et pendant le transfert et les interrogatoires, afin d'obtenir des aveux mais aussi sur base arbitraire comme en témoignent plusieurs militaires israéliens, ainsi que pendant leur temps de détention qui précède le procès ;

(c) Détenus en isolement, parfois pendant des mois. »

Etzion Facility » (Violence et torture lors des interrogatoires de douzaines de mineurs d'âge palestiniens dans les bâtiments de la police israélienne à Etzion) (2013).

153 « *Lawyer: Israeli authorities torture Palestinian minors during detention, interrogation* » (Un avocat déclare : Les autorités israéliennes torturent des mineurs palestiniens durant leur détention, lors des interrogatoires) (Ma'an News Agency, 27 août 2016), <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=772769>. Voir aussi : « *Israeli forces use electric shock on 16-year-old Palestinian prisoner, assault others'* » (Les forces israéliennes recourent à des électrochocs sur un prisonnier palestinien de 16 ans et en agressent physiquement d'autres) (Ma'an, 21 août 2016), via <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=772751>.

154 Voir : *UN Convention of the Rights of the Child, Committee on the Rights of the Child, Concluding observations on the second to fourth periodic reports of Israel, adopted by the Committee at its sixty-third session* (ONU : Convention des droits de l'enfant, Commission sur les droits de l'enfant, Remarques conclusives sur les rapports périodiques deux à quatre sur Israël, adoptés par la Commission lors de sa 63^e session) (27 mai – 14 juin 2013), par. E, « *Violence against Children* » (La violence à l'égard des enfants), art. 35.

En 2015 encore, un rapport de l'UNICEF confirmait que la maltraitance des détenus mineurs palestiniens se poursuivait systématiquement.¹⁵⁵ Et, selon des organisations palestiniennes des droits de l'homme, la situation ne fait que s'aggraver, actuellement :

« *L'écrasante majorité' des mineurs d'âge palestiniens détenus dans les prisons israéliennes de Megiddo et d'Ofer ont été torturés pendant leur détention et leurs interrogatoires, a déclaré mardi la Commission palestinienne des Affaires des prisonniers, alors que l'on est confronté à une très nette augmentation des incarcérations et des mauvais traitements d'enfants palestiniens par Israël* ». ¹⁵⁶

Par conséquent, ce n'est pas pour rien que l'on peut lire dans un récent rapport (juillet 2016) de Human Rights Watch qu'Israël rejoint des pays comme l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Irak, le Nigeria et la Syrie, où les droits des enfants sont systématiquement violés « *dans une réponse malencontreuse et contre-productive à la violence relative au conflit* ». ¹⁵⁷

Conclusions

Grâce au dossier qui précède, notamment dans les deux derniers chapitres, nous espérons avoir documenté en suffisance que nous avons à faire, de la part de l'État hébreu, à une politique intégrée qui vise à « *démembrer le tissu social palestinien* », comme Addameer le dénonce dans son report publié à la fin de 2016: « *Report annuel des violations. Violations des droits des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes, de 2015* ».

(1) Dans les différentes formes d'intervention policière et sécuritaire à l'encontre de la population palestinienne – répression, arrestation, détention, régime carcéral et interrogatoire – les règles juridiques internationales et les droits de l'homme sont violés de façon systématique. Le droit des femmes, hommes et enfants palestiniens à une existence digne et libre a été confirmé à maintes reprises par la communauté internationale. Pourtant, il est constamment foulé aux pieds par les services d'ordre et de sécurité israéliens, des partenaires au projet « *Law-Train* » y étant impliqués.

(2) L'implantation d'institutions nationales israéliennes dans les Territoires Palestiniens Occupés et notamment en Jérusalem-Est constitue une infraction grave de la Quatrième Convention de Genève et de multiples résolutions des Nations Unies. Or, le Ministère de la

155 « *UNICEF report confirms ill-treatment of Palestinian child detainees remains systematic* » (Le rapport de l'UNICEF confirme que la maltraitance des détenus palestiniens mineurs d'âge reste systématique) (DCI-P, 21 février 2015).

156 Ma'an News Agency, 18 oct 2016 : <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=773619>.

157 Voir : « *Extreme Measures. Abuses against Children Detained as National Security Threats* » (Des mesures extrêmes. Brutalités sur des enfants arrêtés comme menaces contre la sécurité nationale), Human Rights Watch, 28 juillet 2016.

Sécurité publique, la Police Israélienne aussi bien que le Ministère de la Science et de la Technologie, responsable, lui, des accords d'association scientifiques comme celui de « *Horizon 2020* », ont leur siège en Jérusalem-Est. Aussi, du point de vue du droit international non seulement le projet « *Law-Train* », en particulier, mais aussi la participation israélienne au programme européen « *Horizon 2020* » dans sa totalité sont viciés.

(3) L'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël de 1995 (entré en vigueur en 2000) exige de manière formelle que les partenaires respectent les droits de l'homme et les principes démocratiques. L'État hébreu, néanmoins, refuse toujours de se conformer aux principes éthiques fondamentaux de l'UE. Il est grand temps que l'Union prenne en considération des sanctions ou même l'annulation de l'accord.

(3) L'utilisation des résultats éventuels du projet au bénéfice de la politique de répression envers les Palestiniens est loin d'être exclue. Tout au contraire, vu les partenaires et l'objectif spécifique du projet cela s'avère plus que probable. La coordination et la « *supervision éthique* » du projet par des collègues de l'université de Bar-Ilan n'offrent guère de garanties à cause de l'implication de Bar-Ilan dans l'instruction académique des agents du Shin Bet.

(4) Les violations du droit international commises, jour et nuit, par la police et les services de sécurité israéliens sont révoltantes. Le fait que ces mêmes services sont inclus néanmoins dans un projet de recherche et d'innovation européen, conduit inévitablement à la légitimation et normalisation de la « *politique israélienne de cruauté* » (Amira Hass). Les « *Lignes directrices éthiques de Law-Train et les procédures éthiques* » jouent en fait un rôle fâcheux. Elles exigent, en effet, « *que chaque partenaire respecte les lois et réglementations des autres pays partenaires* », y compris, donc, la discrimination raciale institutionnalisée dans la législation israélienne.

(5) Le « *contrôle éthique* » du projet, enfin, aussi bien par la Commission européenne que par la Katholieke Universiteit Leuven, ne saurait satisfaire : il passe, en effet, sur le contexte israélien dans lequel il faut situer et évaluer éthiquement ce projet de recherche « *policier* ». En plus, la présence sur la liste des partenaires de la Police israélienne incriminée, prive le projet de toute crédibilité éthique.

Nous concluons qu'un partenariat du Service public fédéral Justice de la Belgique avec les services du Ministère israélien de la Sécurité publique et de la Police nationale est indéfendable, éthiquement et juridiquement. Ce partenariat rend la Belgique objectivement complice des violations du droit humanitaire international qui sont commises sous la responsabilité de ce même ministère. Les autorités portugaises ont décidé de se retirer du projet après que leur attention a été attirée sur ses aspects problématiques. Nous appelons instamment les partenaires belges à suivre cet exemple. Un tel retrait, d'ailleurs, constituerait un signal important aux décideurs israéliens de ce que leur pays, à l'instar de tout autre, est tenu de respecter les règles juridiques internationales.

L'État hébreu s'est développé en une puissance militaire mondiale et il fait la guerre à une population civile sans défense. Que ce soit du point de vue militaire, politique ou moral, il n'y a aucune raison acceptable pourquoi il n'aurait pas à s'accommoder au droit international. Il faut qu'il soit mis un terme au traitement d'« *exception* » et d'impunité qui lui a été réservé jusqu'ici. Selon ce même droit international, les autres pays ont le devoir de collaborer à son respect par Israël. Plus particulièrement l'Europe, aujourd'hui, se doit d'y contribuer activement.

Associations des droits de l'homme : rapports, etc.¹⁵⁸

ACRI – Association of Civil Rights in Israel : « End the Use of Dangerous New Bullets » (Arrêtez l'utilisation de nouvelles balles dangereuses) (24 mars, 2015), via <http://www.acri.org.il/en/2015/03/24/black-bullets/> (consulté le 27 janvier 2017).

Adalah – The Legal Center for Arab Minority Rights in Israel (Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël) : « *Israeli police acting above the law, taking brutal measures to suppress legitimate protest of Palestinian citizens of Israel* » (La police israélienne agit au-dessus des lois, en prenant des mesures brutales pour réprimer les protestations légitimes des citoyens palestiniens d'Israël), 11 octobre 2015: <http://www.adalah.org/en/content/view/8652> (consulté le 2 septembre 2016).

Adalah : « *UN Committee against Torture reviews Israel, concluding observations to be published on 13 May 2016* » (La Commission des Nations unies contre la torture examine le cas d'Israël ; ses remarques conclusives seront publiées le 13 mai 2016), 5 mai 2016, via <https://www.adalah.org/en/content/view/8794> (consulté le 12 septembre 2016).

Adalah: “*Demolition and Eviction of Bedouin Citizens of Israel in the Naqab (Negev) - The Praver Plan*” (Démolition et Éviction de citoyens bédouins israéliens dans le Negev), via <https://www.adalah.org/en/content/view/7589> (c. 15 Nov 2016).

Adalah : « *The Inequality Report: The Palestinian Arab Minority in Israel* » (Rapport sur l'inégalité : La minorité arabe palestinienne en Israël), mars 2011, via http://www.adalah.org/uploads/oldfiles/upfiles/2011/Adalah_The_Inequality_Report_March_2011.pdf (consulté le 21 septembre 2016).

Addameer - Prisoner Support and Human Rights Association (Association de soutien aux prisonniers et des droits de l'homme) : « *Induced Desperation : The Psychological Torture of Administrative Detention* » (Le désespoir provoqué : La torture psychologique de la détention administrative) (26 juin 2016, pdf, 7 p.) : http://www.addameer.org/sites/default/files/publications/the_psychological_torture_of_administrative_detention.pdf (consulté le 2 septembre 2016).

158 Les noms des organisations sont classés par ordre alphabétique.

- Addameer: "The Economic Exploitation of Palestinian Political Prisoners" (L'exploitation économique de prisonniers politiques palestiniens), 2016, via http://www.addameer.org/sites/default/files/publications/final_report_red_2_0.pdf (c. 15 Feb 2017).
- Addameer: "Administrative Detention in the Occupied Palestinian Territory. A Legal Analysis Report". Fourth Edition, 2016 (27p.) (La detention administrative dans les Territoires Palestiniens occupés. Un rapport d'analyse juridique), via http://www.addameer.org/sites/default/files/publications/administrative_detention_analysis_report_2016.pdf (consulté le 8 nov 2016).
- Addameer : Bulletin trimestriel, juillet-septembre 2016, via http://www.addameer.org/sites/default/files/publications/quarter_3_newsletter_1.pdf.
- Addameer : « Annual Violations Report 2014 – Violations against Palestinian Prisoners in Israeli Detention » (Rapport annuel 2014 sur les violations – Violations contre les prisonniers palestiniens en détention en Israël) (2015, 169 p.), via http://www.addameer.org/sites/default/files/publications/violations_report_2014.pdf (consulté le 1^{er} octobre 2016).
- Addameer, janvier 2016 : « Imprisonment of Women and Girls » (L'emprisonnement des femmes et des filles), via http://www.addameer.org/the_prisoners/women (consulté le 26 septembre 2016).
- Addameer, février 2016 : « Imprisonment of Children » (L'emprisonnement des enfants), via http://www.addameer.org/the_prisoners/children (consulté le 27 septembre 2016).
- Addameer: « Deportation as Policy: Palestinian Prisoners & Detainees in Israeli Detention » (La déportation en tant que politique : Prisonniers et détenus palestiniens en détention en Israël), 18 avril 2016, via <http://www.addameer.org/publications/deportation-policy-palestinian-prisoners-detainees-israeli-detention> (consulté le 1^{er} octobre 2016).
- Addameer: docu film, "Life on Hold: The Policy of Administrative Detention," (Une vie stoppée: La politique de la detention administrative) Nov 2, 2016, via <https://www.youtube.com/watch?v=gpu875Zpkto>
- Amnesty International : « Israel and the Occupied Palestinian Territories : Briefing to the Committee against Torture » (Israël et les Territoires palestiniens occupés : Informations à l'adresse du Comité contre la torture) (septembre 2008) via http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CAT/Shared%20Documents/ISR/INT_CAT_NGO_ISR_42_9120_E.pdf (consulté le 31 août 2016).
- Amnesty International : « Israel and the occupied Palestinian territories: submission to the United Nations Committee against torture – 57th session » (Israël et les Territoires palestiniens occupés : Présentation à l'adresse du Comité des Nations unies contre la torture – 57^e session), 25 mars 2016, via <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/3688/2016/en/> (consulté le 27 août 2016).
- B'Tselem – The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories (Centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les Territoires occupés) : « Statistics on Palestinians in the custody of the Israeli security forces » (Statistiques concernant les Palestiniens en garde à vue auprès des forces israéliennes de la sécurité), 11 septembre 2016, via http://www.btselem.org/statistics/detainees_and_prisoners (consulté le 25 septembre 2016).

- B'Tselem : « *Abuse and torture in interrogations of dozens of Palestinian minors in the Israel Police Etzion Facility* » (Violence et torture lors des interrogatoires de douzaines de mineurs d'âge palestiniens dans les bâtiments de la police israélienne à Etzion) (2013, 23 p.), via http://www.btselem.org/download/201308_etzion_eng.pdf (consulté le 26 septembre 2016).
- B'Tselem : « *Presumed Guilty: Remand in Custody by Military Courts in the West Bank* » (Présumé coupable : La mise en détention préventive par les tribunaux militaires en Cisjordanie) (juin 2015, 64 p.), via http://www.btselem.org/download/201506_presumed_guilty_eng.pdf (consulté le 24 octobre 2016).
- B'Tselem : « *The Occupation's Fig Leaf: Israel's Military Law Enforcement System as a Whitewash Mechanism* » (La feuille de vigne sur l'occupation : Le système d'application de la loi martiale israélienne en tant que mécanisme de blanchiment) (mai 2016, 85 p.), via http://www.btselem.org/download/201605_occupations_fig_leaf_eng.pdf (consulté le 24 octobre 2016).
- B'Tselem : « *Crowd Control. Israel's Use of Crowd Control Weapons in the West Bank* » (Contrôle des foules. Le recours par Israël à des armes de contrôle des foules en Cisjordanie), (janvier 2013, 57 p.) : http://www.btselem.org/download/201212_crowd_control_eng.pdf (consulté le 5 octobre 2016).
- B'Tselem & HaMoked (Center for the Defence of the Individual) (Centre pour la défense au niveau individuel) : « *Backed by the System: Abuse and Torture at the Shikma Interrogation Facility* » (Avec l'appui du système : Violence et torture à la section des interrogatoires de Shikma), décembre 2015 (69 p.), avec le soutien de l'UE : http://www.btselem.org/sites/default/files/201512_backed_by_the_system_eng.pdf (consulté le 18 septembre 2016).
- B'Tselem : « *Statistics on Palestinian minors in the custody of the Israeli security forces* » (Statistiques concernant les Palestiniens mineurs d'âge en garde à vue auprès des forces israéliennes de la sécurité), 9 septembre 2016, via http://www.btselem.org/statistics/minors_in_custody (consulté le 25 septembre 2016).
- Defense for Children International: « *Palestinian Children's Rights in Israeli Military Detention* », (Les droits d'enfants palestiniens dans la détention militaire israélienne) April 26, 2016, via <http://www.defenceforchildren.org/wp-content/uploads/2016/06/Paper-FOLZANI-SPAGNOLI.pdf> (consulté le 17 novembre 2016).
- Defense for Children International Palestine : « *Five days, four children shot dead* » (En cinq jours, quatre enfants tués par balles), 22 septembre 2016, via http://www.dci-palestine.org/five_days_four_children_shot_dead (consulté le 24 septembre 2016).
- Defense for Children International Palestine : Report « *No way to treat a child. Palestinian Children in the Israeli Military Detention System* » (Pas de manière pour traiter un enfant. Les enfants palestiniens dans le système militaire israélien de détention), April 2016 (84p.), via https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/dcipalestine/pages/1527/attachments/original/1460665378/DCIP_NWTTAC_Report_Final_April_2016.pdf?1460665378 (c. 24 sept).
- Defense for Children International Palestine : « *Solitary confinement for Palestinian children in Israeli military detention* » (L'enfermement en isolement d'enfants palestiniens dans les centres de détention de l'armée israélienne), 1^{er} mai 2014, via

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/dcipalestine/pages/339/attachments/original/1437406651/solitary_confinement_report_2013_DCIP_final_29apr2014.pdf?1437406651 (consulté le 20 septembre 2016).

European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP) : Fact Sheet « *Dual use technology – How Europe funds Israeli military companies through Horizon 2020* » (Fiche d'information : Une technologie à double usage – Comment l'Europe finance des entreprises militaires israéliennes par le biais d'Horizon 2000), via http://www.bacbi.be/pdf/Dual_use.pdf (consulté le 29 septembre 2016).

Human Rights Watch : « *Palestine: Israeli Police Abusing Detained Children. With Arrests Spiking, Growing Concern* » (Palestine : La police israélienne brutalise des enfants emprisonnés. Vu le pic des arrestations, l'inquiétude croît), 11 avril 2016, via <https://www.hrw.org/news/2016/04/11/palestine-israeli-police-abusing-detained-children> (consulté le 11 septembre 2016).

Human Rights Watch : « *Extreme Measures. Abuses against Children Detained as National Security Threats* » (Des mesures extrêmes. Brutalités sur des enfants arrêtés comme menaces contre la sécurité nationale), 28 juillet 2016, via <https://www.hrw.org/report/2016/07/28/extreme-measures/abuses-against-children-detained-national-security-threats> (consulté le 25 octobre 2016).

Human Rights Watch: « *Off the Map. Land and Housing Rights Violations in Israel's Unrecognized Bedouin Villages* » (Hors de la carte. Violations des droits fonciers et du logement dans les villages bédouins non reconnus d'Israël) (March 30, 2008), via <https://www.hrw.org/report/2008/03/30/map/land-and-housing-rights-violations-israels-unrecognized-bedouin-villages> (consulté le 24 janvier 2017).

International Jewish Anti-Zionist Network : « *Israel's Worldwide Role in Repression* » (Le rôle mondial d'Israël dans la répression) (2012, pdf, 28 p.) via <http://www.ijan.org/wp-content/uploads/2016/03/IWoRR.pdf> (consulté le 26 septembre 2016).

Leuvense Actiegroep Palestina (LAP), août-septembre 2016, via http://www.bacbi.be/doc/Samenwerking_KUL_Isra_lischeMPS_sept2016.docx .

Military Court Watch : Submission : « *Children in Israeli Military Detention* » (Information : Des enfants dans les centres de détention militaires israéliens), 11 juillet 2016, via <http://www.militarycourtwatch.org/files/server/UN%20SUBMISSION%20-%20CHILDREN%20IN%20MILITARY%20DETENTION%20-%20JULY%202016.pdf> (consulté le 7 octobre 2016).

Parlement européen : « *De zaak Arafat en de situatie van Palestijnse gedetineerden in Israëliische gevangenissen* » (L'affaire Arafat et la situation des détenus palestiniens dans les prisons israéliennes), 29 janvier 2016, via <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/?uri=CELEX%3A52013IP0102> (consulté le 27 août 2016).

Physicians for Human Rights, Association for Civil Rights in Israel en International Network of Civil Liberties : « *Lethal in Disguise – The Health Consequences of Crowd Control Weapons* » (La mort camouflée – Les conséquences pour la santé des armes de contrôle des foules), 2016, 104 p., via <http://www.khrc.or.ke/publications/113-lethal-in-disguise-health-consequences-of-crowd-control-weapons/file.html> (consulté le 4 octobre 2016).

- Stop the Wall (Palestinian Grassroots Anti-Apartheid Wall Campaign) : « *LAWTRAIN: European license for Israeli torture* » (Law-Train : Torture israélienne sous licence européenne) (6 p.), via http://www.bacbi.be/pdf/LAWTRAIN-EU_license_for_Israeli_torture.pdf (consulté le 15 septembre 2016).
- Stop the Wall: “*Interview: experiences from dealing with the check-points*” (Interview: expériences dans la fréquentation des check-points”) (Oct 31, 2013), via <http://www.stopthewall.org/interview-experiences-dealing-check-points> (g. 8 nov 2016).
- Stop the Wall: “*Advocating for Palestinian Rights in conformity with International Law: Guidelines*” (Plaidoyer en faveur des droits palestiniens en conformité avec le droit international: Directives) (Published by the Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem in cooperation with the Birzeit University Institute of Law, February 2014, 15p.) via http://stopthewall.org/sites/default/files/Guidelines_Eng_FINAL.pdf (c. 8 Nov 2016).
- UN: *Committee Against Torture* (Commission contre la torture), *Report*, General Assembly, Official Records, Forty-Ninth Session, Supplement 44 (A49/44), United Nations, New York 1994 (59 p.), via http://www.bacbi.be/pdf/UN_torture.pdf (c. Oct 14, 2016).
- UN: *Committee for the Elimination of Racial Discrimination* (ONU : Commission pour l'élimination de la discrimination raciale) : CERD, 80^e session, 13 février – 9 mars 2012, « *Concluding Observations* » (Remarques conclusives), via <http://www2.ohchr.org/english/bodies/cerd/docs/CERD.C.ISR.CO.14-16.pdf> (consulté le 21 septembre 2016).
- UN: *Convention of the Rights of the Child, Committee on the Rights of the Child, Concluding observations on the second to fourth periodic reports of Israel, adopted by the Committee at its sixty-third session (27 May – 14 June 2013)* (Convention des droits de l'enfant, Commission sur les droits de l'enfant, Remarques conclusives sur les rapports périodiques deux à quatre sur Israël, adoptés par la Commission lors de sa 63^e session) (27 mai – 14 juin 2013), via : <http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/co/CRC-C-ISR-CO-2-4.pdf> (consulté le 29 septembre 2016).
- UN: « *Israel's use of administrative detention against Palestinians draws concern of UN rights office* » (Le recours par Israël à la détention administrative contre les Palestiniens suscite l'inquiétude du bureau des droits de l'ONU), 10 avril 2015, via <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=50546#.V-Eyjq3RZyS> (consulté le 20 septembre 2016).
- UN: « *Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967* » (Rapport du rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les Territoires palestiniens occupés depuis 1967), 11 janvier 2016, Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. Consulté le 27 août 2016, via <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G16/003/69/PDF/G1600369.pdf?OpenElement> .
- UN: « *UN: Israel's execution of wounded Palestinian gruesome, immoral, unjust* » (L'exécution par Israël du Palestinien blessé était cruelle, immorale et injuste), Ma'an News Agency, 25 mars 2016, via <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=770839> (consulté le 21 septembre 2016).

UNICEF : « *UNICEF report confirms ill-treatment of Palestinian child detainees remains systematic* » (Le rapport de l'UNICEF confirme que la maltraitance des enfants palestiniens détenus reste systématique), 21 février 2015, DCI-Palestine, via <http://www.dci-palestine.org/unicef-report-confirms-ill-treatment-of-palestinian-child-detainees-remains-systematic> (consulté le 27 août 2016).

UNICEF : *Briefing Paper* : « *Children in Israeli military detention: observations and recommendations* » (Document d'information : Les enfants dans les centres militaires israéliens de détention : remarques et recommandations), février 2013 : http://www.unicef.org/oPt/UNICEF_oPt_Children_in_Israeli_Military_Detention_Observations_and_Recommendations_-_6_March_2013.pdf (consulté le 5 septembre 2016).

UNRWA : « *Statement on Hebron Closures* » (Déclaration sur les blocages à Hébron), 25 juillet 2016, via <http://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/statement-hebron-closures> (consulté le 15 septembre 2016).

Yesh Din – Volontaires pour les droits humains : « *Standing Idly By: IDF soldiers' inaction in the face of offenses perpetrated by Israelis against Palestinians in the West Bank* » (Présents sans rien faire : L'inaction des militaires des FDI face aux agressions commises par les Israéliens sur les Palestiniens en Cisjordanie) (Yesh Din, 21 janvier 2015), <http://www.yesh-din.org/en/standing-idly-by-idf-soldiers-inaction-in-the-face-of-offenses-perpetrated-by-israelis-against-palestinians-in-the-west-bank/>.

Yesh Din : « *Data Sheet October 2015: law enforcement on Israeli citizens who harm Palestinians and their property in the West Bank* » (Relevé de données, octobre 2015 : L'application de la loi à des citoyens israéliens qui s'en prennent aux Palestiniens et à leurs biens en Cisjordanie) (27 octobre 2015) : <http://www.yesh-din.org/en/data-sheet-october-2015-law-enforcement-on-israeli-citizens-who-harm-palestinians-and-their-property-in-the-west-bank/>.

Yesh Din : « *Avoiding complaining to police: facts and figures on Palestinian victims of offenses who decide not to file complaints with the police* » (On évite de se plaindre auprès de la police : Faits et chiffres concernant les victimes palestiniennes de délits qui décident de ne pas porter plainte à la police) (2 août 2016): <http://www.yesh-din.org/en/avoiding-complaining/>.

Documents du droit international¹⁵⁹

Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (14.12.2007), via <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2007:303:0001:0016:FR:PDF> (consulté le 14 décembre 2016).

159 Pour un guide systématique « *aidant les non-juristes à comprendre et appliquer le droit international au régime oppressif israélien envers la totalité du peuple palestinien* », voir: “*Advocating Palestinian Rights in conformity with International Law, Guidelines*” (En support des droits palestiniens en conformité avec le droit international, Directives). Publ. by the Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem in Coalition with the Birzeit University Institute of Law, Feb 2014, 15p. (Publié par la coalition civique pour les droits palestiniens en Jérusalem, en collaboration avec l’Université Birzeit, Institut de droit), via http://stophthewall.org/sites/default/files/Guidelines_Eng_FINAL.pdf (c. 1 Oct 2016).

- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, 26 juin 1987, via (en anglais) : <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CAT.aspx> (consulté le 3 octobre 2016).
- Convention de Vienne sur le droit des traités (avec annexe)*. Conclue à Vienne le 23 mai 1969, via (en anglais) : <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%201155/volume-1155-I-18232-English.pdf> (consulté le 4 octobre 2016).
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (entrée en vigueur le 3 septembre 1981), via (en anglais) : <http://www.ohchr.org/Documents/ProfessionalInterest/cedaw.pdf> (consulté le 10 octobre 2016).
- Convention internationale sur l'élimination de tous les formes de discrimination raciale* (entrée en vigueur le 4 janvier 1969), via (en anglais) : <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CERD.aspx> (consulté le 10 octobre 2016).
- Convention relative aux droits de l'enfant* (Entrée en vigueur le 2 septembre 1990), via : <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx> (consulté le 5 septembre 2016).
- Cour internationale de justice* : « *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé (requête pour avis consultatif)* », juillet 2004, via (en anglais) : <http://www.icj-cij.org/docket/files/131/1671.pdf> (consulté le 16 septembre 2016).
- Lignes directrices concernant la politique de l'UE à l'égard des pays tiers concernant la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants - Mise à jour des lignes directrices*, 20 mars 2012, via (en anglais) : <https://www.eumonitor.eu/9353000/1/j9vvik7m1c3gyxp/vj6ipo91b0v2> (consulté le 24 jan 2017).
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 23 mars 1976, via (en anglais) : <http://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/ccpr.aspx> (consulté le 2 septembre 2016).
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, 3 janvier 1967 via (en anglais) : <http://www.ohchr.org/Documents/ProfessionalInterest/cescr.pdf> (consulté le 3 septembre 2016).
- Quatrième Convention de Genève*, via <https://ihl-databases.icrc.org/dih-traites/INTRO/380> (consulté le 9 novembre 2016). Additional Protocol I (8 juin 1977), via <https://ihl-databases.icrc.org/ihl/INTRO/470> (consulté le 8 novembre 2016).
- Statut de Rome de la Cour pénale internationale* (2002), via (en anglais) : https://www.icc-cpi.int/nr/rdonlyres/ea9aeff7-5752-4f84-be94-0a655eb30e16/0/rome_statute_english.pdf (consulté le 19 septembre 2016).
-